Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 20, DIM. 21, LUN. 22 OCTOBRE 1979 - N° 977 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Hanoï menace l'ensemble de l'Asie du Sud-Est

SOUTIEN TOTAL AU PEUPLE CAMBODGIEN ET A SA RESISTANCE

Les images insupportables de dizaines de milliers de réfugiés cambodgiens, arrivant en Thaïlande, de femmes et d'enfants mourant de faim, d'une population traquée, chassée de ses rizières et de ses forêts, nous montrent clairement quel est le but de l'offensive actuelle de l'armée de Hanoï : pour venir à bout de la résistance patriotique, liquider s'il le faut, le peuple cambodgien lui-même. Tous les prétextes avancés pour justifier l'invasion cèdent aujourd'hui devant l'horreur de la politique de génocide des occupants.

C'est, on s'en souvient, un blitzkrieg de quelques jours, de plus de 100 000 hommes de l'armée vietnamienne que les troupes de Hanoï ont occupé le pays, au début de cette année, installant à Pnom Penh un prétendu «Front de salut national» fondé pour les besoins de la cause un mois plus tôt.

L'armée d'occupation, soutenue par une petite minorité de collaborateurs, n'a pu contrôler que la capitale, quelques localités et axes routiers. Par une série d'offensives menées avec les moyens les plus puissants de la guerre moderne, l'armée d'Hanoï a ravagé le pays pour venir à bout de la résistance, attaquant massivement la population cambodgienne. Elle s'est livrée à une politique de massacres, de bombardements et d'incendies des villages. Les occupants vietnamiens ont chassé les paysans de leurs champs et de leurs rizières, provoquant la famine qui sévit actuellement dans la plus grande partie d'un pays, hier encore parfaitement capable de se suffire, pour l'essentiel, à lui-même, pour sa subsistance. Les occupants ont obligé la population cambodgienne à se réfugier dans les régions les plus reculées du pays où elles souffrent de la faim et de la malaria. En même temps, le régime vietnamien s'est systématiquement opposé à l'acheminement de secours proposés par la Croix-Rouge internationale, l'UNICEF et d'autres organisations humanitaires. Il a même détourné à son profit l'aide qui est arrivé à Pnom Penh et monopolise tous les moyens de transports pour faire parvenir armes et munitions sur le champ de bataille.

A cette politique de génocide correspond une entreprise systématique de colonisation directe. Alors que les troupes cambodgiennes du régime fantôche ont multiplié les actes de rebellion et de désertion, Hanoï veut imposer dans les zones qu'il contrôle une administration directement sous sa coupe, et composée de vietnamiens. Bien plus, les occupants se livrent à une politique de pillage des ressources naturelles et d'«intégration économique». Un plan de colonisation des campagnes par des centaines de milliers de vietnamiens est déjà mis en œuvre dans l'est du pays, dans les régions dont les paysans cambodgiens ont été chassés, en particulier dans la zone sud-est dite du «Bec de canard». La disparition du peuple cambodgien, c'est la «solution finale» qui garantit la réalisation du plan de «fédération indochinoise», englobant le Laos, et dirigée par Hanoï, comme le souhaite le régime vietnamien.

Aujourd'hui, après neuf mois d'occupation et de massacres, incapable cependant de venir à bout de la résistance, l'armée vietnamienne s'est lancée dans une offensive de très grande envergure qui avait été préparée par des livraisons d'armes massives des Soviétiques. Les troupes de Hanoï chassent des dizaines de milliers de cambodgiens vers la Thaïlande, allant même ces derniers jours jusqu'à bombarder au mortier des camps de réfugiés situés en territoire thaïlandais.

Il n'est pas question maintenant de conflit interne au Cambodge, ni de «guerre civile». Ce qui est en cause actuellement, c'est la survie d'un peuple face à une invasion étrangère qui revêt toute la cruauté d'une occupation et qui dispose grâce à l'aide soviétique massive des moyens les plus sophistiqués de la guerre moderne. Aujourd'hui, toutes les forces politiques cambodgiennes sont d'accord pour dénoncer l'invasion vietnamienne et s'engagent, à des degrés divers, dans la lutte contre cette invasion. Tout plan de paix, toute solution politique permettant au peuple cambodgien de régler lui-même ses propres affaires, doit avoir pour préalable le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge.

LIRE LA SUITE DE L'EDITORIAL EN PAGE 16

Réunion, Martinique, Guadeloupe

Grèves et manifestations dans les colonies françaises

Le secrétaire d'Etat aux prétendus «DOM-TOM» aurait sans doute souhaité recevoir un accueil plus chaleureux. Dans chacune des grandes villes de la Martinique ou de la Guadeloupe dans laquelle il s'est rendu, des millers et des milliers de personnes sont descendues dans la rue. Les fonctionnaires semblent avoir été particulièrement nombreux à arrêter le travail et à manifester contre un projet de réforme qui diminuerait la prime de vie chère, qu'ils perçoivent. Les ouvriers du batiment sont eux en grève depuis un mois, le mécontentement semble tel que les élus de la majorité auraient refusé de trop se montrer avec Dijoud...

La récente annonce d'un plan agricole entraîne la mise au chômage de 3 000 ouvriers agricoles présage mal des intentions de Dijoud.

A la Réunion, une «opération île morte» se déroulait ce vendredi. Pour la première fois depuis 10 ans, les organisations syndicales de la Réunion appelaient à une semaine d'action qui culminait ce vendredi par une grève générale et une manifestation qui devait être une des plus importantes depuis très longtemps.

LIRE EN PAGE 13

ALSTHOM

LA MOBILISATION S'EST RENFORCEE DANS L'ENSEMBLE DU GROUPE

Jeudi après-midi, une délégation de l'Alsthom St-Ouen exigeait au siège d'Europe 1 que l'on parle davantage de leur grève sur les ondes. Ce vendredi après-midi, la première réunion du comité de grève devait se tenir. On annonçait également la venue d'une délégation de l'UIS CFDT de Longwy. Au moment où St-Ouen était bloqué par les grévistes jeudi, ceux de Belfort retardaient un avion à l'aéroport et retenaient 5 cadres, promptement libérés par les flics.

Dans toute la France, on observait des débrayages pour l'aboutissement des revendications de tous les ouvriers du trust. Ainsi à Saint-Nazaire, à Tarbes, au Bourget, des arrêts de travail de durée différenciée ont été observés.

Jeudi, l'usine Delle, filiale du gorupe Alsthom de Mâcon était en grève, pour 24 heures. Celle de Chalon-sur-Saône est occupée depuis lundi dernier. Dans la nuit de mercredi à jeudi, les grévistes de Chalon ont occupé la Chambre patronale.

La CGT évalue à 25 000 le nombre de travailleurs qui se sont mobilisés jeudi dans le groupe. La solidarité continue à être importante, en particulier autour de Belfort. 3 millions et demi ont été collectés à Sochaux et aux Cycles, auxquels s'ajoutent 800 000 francs dans les rues de Delle.

LIRE EN PAGE 16

BARRE A L'HOPITAL

Barre ayant été hospitalisé jeudi matin sur les conseils de son médecin personnel, on ne savait pas encore vendredi matin, la nature exacte de sa maladie subite. Il s'agissait semble-t-il de lui faire passer une série d'examens sur son «état général».

Le surmenage est avancé comme cause de sa défaillance. Bien que son état de santé n'inspire officiellement «aucune inquiétude», il n'en reste pas moins que la santé d'un premier ministre comme celle d'un chef d'état, est un phénomène qui entre en ligne de compte dans une période de préparation d'élections : les présidentielles sont déjà en vue !

■

REVUE DES REVUES

De la révolte à la révolution

Rebelles

JOURNAL DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE

On en discute dans *Rebelles*

«*On en discute*», la tribune de débat du N°18 de *Rebelles*, est consacrée au problème du rapport des jeunes au travail. Faut-il refuser le travail ? Un militant des CLAJ (Collectif loisir action jeunesse) donne son point de vue.

Hervé : On est parti d'une constatation par rapport aux copains qu'on voit tous les jours et avec lesquels on discute. On est parti de cette constatation : de plus en plus de jeunes refusent le travail, en même temps le travail les refuse puisqu'il y a le chômage qui se développe.

Le travail est de plus en plus divisé. La taylorisation est devenue de plus en plus importante, renforcée par l'apport de la technique, l'informatique,... Ce qui fait que pour les jeunes qui arrivent dans les boites, il y a deux solutions :soit ils sont techniciens, ils font une «carrière» de technicien, soit ils se retrouvent O.S.

La seconde constatation que nous avons faite c'est qu'il y a une espèce de crise des valeurs et en particulier de cette sacro-sainte valeur du travail. C'est-à-dire que les jeunes ressentent d'autres besoins que d'aller s'investir dans une usine huit heures par jour.

UN REFUS DU TRAVAIL CAPITALISTE

En fait, ce que les jeunes refusent, ce n'est pas le travail, c'est le travail capitaliste.

Parce que c'est trop facile de dire : ils refusent le travail. Ce qu'ils refusent c'est un certain type de travail, c'est un certain mode de production, ce sont les cadences, les horaires, la hiérarchie, la discipline, c'est produire des conneries. C'est même travailler puisqu'ils n'appellent pas «travailler» visser un boulon toute la journée ou bricoler sur des circuits imprimés. Alors évidemment, ils disent *«notre travail on en a rien à foutre pourvu qu'on ait un minimum de pognon»*.

LA SOCIETE MARGINALISE LA JEUNESSE

*Ne penses-tu pas que les habitudes de refus du travail qui existent dans une partie de la jeunesse, remettant en cause tout travail en disant «*de toute façon, le travail c'est de la merde mieux vaut essayer de se démerder autrement : petits boulots, intérim,...*» alimentent une coupure avec les travailleurs ?*

La coupure entre les jeunes et les travailleurs est assez importante. Certains jeunes disent : *«Ils sont cons de travailler»*. C'est dû surtout au fait qu'ils ont une position marginale. Les stages Barre, par exemple, c'est vraiment la meilleure marginalisation qu'on puisse trouver, même chose pour le chômage. La bourgeoisie marginalise les jeunes parce qu'elle n'en a pas besoin pour faire tourner sa machine économique. Mais on ne peut pas reprocher aux jeunes d'avoir une position marginale quand en face, il n'y a pas de propositions qui ouvrent des perspectives.

On se bat pour la retraite, pour le plein emploi, on commence à se battre pour les 35 heures. Mais sur la question : comment produire ? que produire ? comment travailler ? quel travail peut-on faire et même quelles industries développer ? Il faut reconnaître qu'il y a un grand vide là-dessus.

On pourra toujours dire aux jeunes : *«Il faut aller bosser, c'est dans le travail que cela changera»*, ce n'est pas vrai. En tout cas, ils ne le croient pas.

Le mouvement de refus du travail s'exprime sous d'autres formes : un gars qui veut bosser une semaine, un mois, six mois s'il a besoin d'argent, après il se casse.

Ça rentre, ça sort, ça sort, c'est l'absentéisme, c'est la maladie.

A travers tous ces refus quand même, en gros, ce qui pointe à l'horizon, c'est le refus du productivisme. C'est-à-dire que face à une société basée sur le productivisme à outrance — bagnoles, bétons, HLM — face à cela il y a un mouvement qui s'amorce en disant : *«Arrêtez le boulot, les bagnoles, arrêtez le bruit»*. Il y a d'autres valeurs qui apparaissent. Un autre équilibre, le repos, la détente, la nature. Je pense que c'est quelque chose qui se développe actuellement.

«IL FAUT MENER LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE AVEC D'AUTRES PERSPECTIVES»

Comment vois-tu la lutte contre le chômage aujourd'hui ?

Je ne suis pas opposé à la lutte contre le chômage. Mais je dis que cette lutte il faut la mener avec d'autres perspectives, c'est-à-dire les perspectives d'un autre type de travail, d'un autre type de développement.

Maintenant, tout le monde dit : il faut changer le travail (alors qu'il y a quelques années encore on en était pas là) mais une fois qu'on a dit ça ?

Je suis d'accord pour me battre contre le chômage mais pas dans le cadre de la société capitaliste. Sinon on ne sort pas du cadre productiviste, on arrive à ce mot d'ordre : *«Défense de l'outil de travail»*. Et il ne faut pas oublier que l'outil de travail c'est l'outil de l'exploitation. Réfléchir à un autre type de société doit nous amener à lutter différemment.

LE NOUVEL observateur

Les risques de guerre sont considérables

La hausse de l'or ? La baisse de la bourse ? Les conséquences de la crise ? *Le Nouvel Observateur* est allé interviewer un des hommes les plus puissants en France, Pierre Moussa, PDG de la plus grosse banque d'affaire, Parisbas. Notons au passage que cet homme professe des idées de gauche...

N.O. — Quoique vous vous défendiez de spéculer sur l'or et les monnaies, vous avez bien votre diagnostic concernant la hausse vertigineuse de l'or au cours du dernier mois ?

P. Moussa : — Toute situation inflationniste, toute dégradation des monnaies, comme celles auxquelles nous assistons en ce moment, entraînent une recherche des valeurs «réelles».

Ce qui se produit, c'est que, d'une part, les pays pétroliers arabes désappointés par la baisse du Dollar se mettent à être de gros acheteurs d'or. D'autre part, les Américains eux-mêmes sont devenus très friands de métal jaune. La spéculation s'est mise de la partie. Enfin, les deux plus gros vendeurs d'or, URSS et Afrique du Sud, ont évidemment tendance pour le moment à essayer de freiner les ventes dans l'espoir de vendre mieux un peu plus tard. Mais tôt ou tard, les ventes reprendront. D'autant que l'URSS a une mauvaise récolte et doit financer ses importations de céréales. Le volume des transactions quotidiennes sur le marché de l'or, difficile à connaître avec certitude, est en tout cas beaucoup plus faible que le montant des positions à terme. Cela crée une situation fragile. La continuation indéfinie de la hausse est donc on ne peut moins certaine.

N.O. — Le chancelier Schmidt a dit un jour à propos de la guerre du pétrole que si la tension économique mondiale continuait à s'aggraver, elle pourrait conduire à une véritable guerre... Une conflagration ne risque-t-elle pas d'être la «solution» trouvée par des dirigeants politiques incapables pour échapper à des difficultés économiques insurmontables ?

P. Moussa — Je crois que les risques d'une guerre mondiale où seraient engagées les plus grandes puissances sont considérables. Le risque est élevé pour des raisons essentiellement politiques et militaires. Les changements qui interviennent dans les rapports entre les grandes puissances, l'opportunité offerte des tensions locales pour des «coups» qui peuvent ensuite dégénérer, la faiblesse politique, que j'espère provisoire, de l'éxécutif américain, créent des risques politico-militaires que l'on aurait tort de sous-estimer.

Bien entendu, si quelque chose de grave se produisait, les historiens de demain diraient, à postériori, que c'était la solution toute trouvée aux problèmes posés par le marasme économique. Mais, à mes yeux, ce ne serait pas la vraie cause.

L'EXPRESS

Savoir lire un sondage

L'approche - toute relative - des présidentielles rallume la guerre des sondages. A quoi servent-ils, et quelle interprétation leur donner ? Un «politologue» très en cours à gauche, Roland Cayrol, donne ici son point de vue.

Imaginons qu'un journal publie un sondage sur les boissons préférées des français. On peut penser que, parmi toutes les boissons citées, l'eau minérale, le jus de fruits, le vin et la bière feraient un bon «score» — peut-être le vin plus que la bière. Et puis, on demanderait si, l'après-midi, quand il fait chaud, on préfère un verre de vin ou un verre de bière. On peut imaginer, sans qu'on y trouve contradiction, qu'auprès des mêmes personnes la bière l'emporte alors sur le vin : on a, simplement, mesuré deux choses différentes, tout le monde le comprend.

Dès qu'il s'agit de sondages politiques, la passion s'en mêlant, les faits les plus simples deviennent suspects. Ainsi, une fois de plus, avec la compétition Mitterrand-Rocard, les sondages sont-ils au centre de vives polémiques. Du fait, bien sûr, de leaders politiques insatisfaits de leur cote dans l'opinion, mais aussi, cette fois, de l'incompréhension de nombreux observateurs qui croient, en toute bonne foi, semble-t-il, déceler des contradictions entre plusieurs résultats de sondage. C'est ainsi que *«Le Monde»*, *«Le Nouvel Observateur»* et *«Le Point»* ont cru pouvoir relever que le sondage Louis Harris-L'Express, publié le 29 septembre et qui mettait en concurrence Mitterrand et Rocard, était infirmé par des enquêtes d'autres instituts. Il faut attirer l'attention de ces lecteurs trop pressés sur les questions posées, et les inviter à ne pas comparer ce qui est différent.

Les questions sur les personnalités politiques sont de trois ordres. Il y a les traditionnelles intentions de vote. Il y a des cotes de leaders, recueillies tour à tour pour chaque personnalité, qui ne sont donc pas opposées entre elles : c'est, par exemple, le baromètre Sofres-Figaro-Magazine. Et il y a le choix entre deux personnalités pour le rôle bien précis de meilleur candidat présidentiel. Pour le PS, c'est l'exemple du choix Mitterrand-Rocard, proposé par une question Louis Harris-L'Express.

Les questions différentes donnent régulièrement, depuis des mois, des résultats différents. Est-il absurde qu'un sympathisant communiste exprime, d'une part, son intention de voter pour le seul Marchais en cas de présidentielle, dise, d'autre part, dans le baromètre Sofres, sa sympathie, non seulement pour Marchais, mais aussi pour Mitterrand (et éventuellement aussi pour d'autres), et réponde enfin, dans le sondage Harris, que, pour le PS, le meilleur candidat présidentiel lui semble être Rocard ? Est-il incompréhensible qu'un même sympathisant socialiste puisse citer plus volontiers le premier secrétaire du PS, parmi les leaders auxquels il souhaite voir jouer un rôle dans les mois et les années à venir, mais voie en Rocard un meilleur candidat présidentiel que Mitterrand ?

Il faut dépassionner les sondages politiques. Avant de se battre sur les réponses aux enquêtes d'opinion, il faut savoir lire le texte des questions posées.

Dans les rues d'Angers pendant deux jours

LES ARDOISIERS SONT TOUJOURS AUSSI DETERMINES APRES 14 JOURS DE GREVE

Cela fait maintenant 14 jours que les ardoisiers du bassin Minier Ardoisier d'Anjou, sont en grève pour la satisfaction de leurs revendications, et en priorité la mensualisation, c'est-à-dire la garantie totale du salaire en cas de brève maladie. Comme le disent beaucoup d'entre eux : *«C'est honteux de ne pas avoir des garanties suffisantes en cas de maladie vu les cadences et les rendements élevés qu'on est obligé de tenir pour vivre»*. D'autres revendications étaient aussi à l'ordre du jour, comme la réduction du temps de travail et l'alignement des avantages en nature sur les charbonnages, revendications qui seront à rediscuter ensuite puisque en ce moment le principal point d'achoppement entre l'intersyndicale et le patronat reste bien l'obtention de la garantie totale de salaire en cas de maladie donc la suppression de ce qu'on appelle le délai de carence.

Loin de se résigner, comme ont pu le prétendre *Ouest-France* et le *Courrier de l'Ouest* qui ont sciemment déformé la réalité de cette grève, s'aperçevant sans doute que le mouvement prenait à leurs yeux *«trop d'ampleur»*, les ardoisiers et leurs délégués ont fait preuve d'une grande combativité à tous les moments de la lutte. Pendant deux jours consécutifs, face à l'intransigeance et au mépris des patrons ardoisiers, ceux-ci ont défilé dans les rues d'Angers montrant tant par leurs slogans que par leur mobilisation (plus de 1 500 ardoisiers) leur volonté de ne pas céder. D'ailleurs, tous reconnaissent unanimement *«il fallait remonter loin pour voir une manifestation d'une telle ampleur»*.

DES GREVISTES DETERMINES

C'est donc lundi 15 octobre que commence l'une des deux journées qui ont particulièrement marqué cette grève. Le lundi, tous les ardoisiers sont là ; on sent dès le départ de la manifestation, que ceux-ci sont prêts à se battre : devant les bureaux des ardoisières où doivent se réunir les patrons et l'intersyndicale, les exclamations fusent *«il faut occuper les bureaux, rentrons tous là-dedans»*, et c'est bientôt plus de la moitié des grévistes qui se retrouvent à l'intérieur, décidés à assister au déroulement des opérations. C'est ce moment d'ailleurs que choisi l'ingénieur des mines en chef pour filer par derrière. Les délégués reviennent et rendent compte de leur démarche : *«Les patrons doivent nous rencontrer demain mardi 17, que pensez-vous de cette proposition ? - Aujourd'hui»* crient les ardoisiers. Un pique-nique est donc décidé sur la voie publique.

LE MEPRIS PATRONAL

L'après-midi, la colère des ardoisiers commence à monter devant les patrons qui ne veulent pas les rencontrer. C'est d'abord l'ouverture en force du portail d'un des sièges des ardoisières à Angers. Pendant quatre heures, vont se succéder informations et contre-informations et en fin de compte, les patrons refuseront de discuter ; *«sous la contrainte»* disent-ils. L'intersyndicale commente l'évènement : *«Pendant toute la journée les patrons se sont moqués de nous, ils nous ont fait croire à des rencontres alors qu'ils n'en n'avaient pas l'intention, c'est un profond mépris des ouvriers et de leurs délégués»*. A l'issue de cela certains veulent rester toute la nuit devant un des sièges des ardoisières.

D'autres, pas contents du tout, reprochent aux délégués d'avoir laissé échapper les patrons, alors que ceux-ci n'y sont pour rien. Le lendemain, 16 octobre, il est décidé de refaire avec l'accord de l'ensemble des ardoisiers une manifestation silencieuse dans le centre d'Angers pour informer la population plus largement sur leurs revendications. Cette manifestation durera jusqu'au soir. Malgré de longues discussions, rien de satisfaisant ne sera obtenu dans cette journée. Tout juste la réduction du délai de carence ramené de 10 jours à 3 jours, mais cela était loin de contenter les grévistes.

VERS UN DURCISSEMENT DE LA LUTTE

A l'assemblée générale du lendemain mercredi 17, l'accent sera mis sur le rôle qu'a pu jouer la presse dans la grève. Un des délégué CGT condamnant à juste titre *«la presse bourgeoise au service du capitalisme»* met en cause les articles de *Ouest-France* et du *Courrier de l'Ouest*. A l'heure actuelle les discussions doivent se poursuivre, des rencontres doivent avoir lieu prochainement entre les patrons et l'intersyndicale. Ce qu'on peut dire c'est qu'après 14 jours de grève les ardoisiers, malgré l'oubli volontaire dans lequel on veut les enfermer, ne sont toujours pas prêts à céder; cette solidarité des ardoisiers s'est renforcée au cours de la lutte contre un patronat de choc. Une épreuve de force est donc engagée et comme le dit l'intersyndicale *«si rien n'est obtenu, outre l'information large de notre lutte, il faudra durcir notre mouvement et envisager des perspectives nouvelles. Dans ce mouvement nous sommes sur un même pied, mais nous ne saurons accepter des clauses qui contiendraient des restrictions pour l'ensemble des ardoisiers»*.

Correspondant ANGERS

Auvergne : pour les 400 F pour tous

LES 6 000 TRAVAILLEURS DES USINES DUCELLIER EN LUTTE

6 000 travailleurs sont actuellement en lutte en Auvergne pour diverses revendications dont la principale est 400 F d'augmentation pour tous. Ce sont ceux des différentes usines Ducellier (allumeurs d'automobiles) situées à Sainte-Florine, Brassac-les-Mines, Issoire, Gromesnil et Vergongheon.

C'est à l'usine Ducellier de Vergongheon (Haute-Loire) que le mouvement actuel a débuté. C'est précisément les ouvrières de l'atelier de préréglage sur les chaines de montage des allumeurs de l'usine qui ont les premières arrêté le travail dans cette usine. Ces ouvrières réclamaient une révision de leur classification, avec l'augmentation de salaire qui en découle, ainsi qu'une baisse des cadences de travail.

Les ouvrières de l'atelier de préréglage de l'usine de Vergongheon, depuis deux ans, en effet, ne sont plus au travail à la chaine : à la place, le patron leur a «généreusement» offert des postes de travail dit *«postes globalisés»* où elles font désormais le montage complet des pièces des allumeurs. C'est ce que lespatrons appellent : *«l'enrichissement des tâches»*. Comme un peu partout où le patronat a inventé cette méthode, ceux qui en «bénéficient» ont vu leurs cadences de travail augmenter dans des proportions considérables : ainsi il y a trois ans, les ouvrières faisaient 1 600 allumeurs par jour et aujourd'hui...3 000

Très vite c'est l'ensemble de l'usine qui partait en mouvement : de tous les ateliers, des cahiers de revendications étaient déposés, ce qui devait aboutir aux revendications communes suivantes : 400 F d'augmentation pour tous, révision des classifications, suppression du travail au rendement et création de 70 emplois. Puis c'était l'ensemble des usines Ducellier d'Auvergne qui partaient en lutte pour les 400 F d'augmentation.

Face à ce mouvement qui s'amplifie, la direction du trust Ducellier, a choisi la répression en tentant d'intimider les grévistes de Vergongheon. Elle vient de leur faire parvenir une lettre les appelant à la reprise, sinon 1 000 licenciements seraient «inévitables» puisque l'usine risque d'être coulée par la grève, selon elle. Les grévistes ne se sont nullement laissé intimider par ce chantage. Elles ont rassemblé et brulé en un immense brasier les dites lettres devant le bureau du chef du personnel.

La direction a par ailleurs traduit sept militants CGT devant les tribunaux. Face à cette offensive de la direction, qui refuse toujours de négocier, les travailleurs des différentes usines Ducellier manifestaient au coude à coude dans la journée de jeudi.

Richard FEUILLET

Thomson Brandt à Lesquin (banlieue lilloise) la lutte contre les «dégraissages» d'effectifs

La lutte continue à la Thomson. Lundi 15, direction et syndicats s'étaient de nouveau rencontré sans résultat si ce n'est un raidissement des différentes positions. D'un côté la direction, qui refuse toujours de parler de lock out et de chômage technique, s'en tient à sa position : refus de négocier sur quoi que ce soit de concret dans le but évident de démoraliser et démobiliser les grévistes.

Du côté des travailleurs et de leurs organisations syndicales, amener la direction à discuter des revendications, c'est-à-dire, 1) la garantie d'emploi pour le personnel (23 licenciements sont en cours), 2) rattrapage et progression du pouvoir d'achat, 3) réduction du temps de travail pour tous, 4) amélioration des conditions de travail, 5) heure d'informaton syndicale, 6) nombreux problèmes spécifiques à l'usine.

Depuis 15 mois, la direction prépare son coup : passer de 2080 salariés d'ici 1981, et depuis 15 mois, les travailleurs luttent pour l'emploi. Le blocage de l'autoroute A1 (Lille-Paris), une des actions de lutte qui s'est passée en mars 1979, a fait largement connaître le problème de Thomson dans la région lilloise. La CGT et la CFDT font état d'un projet d'investissement de 5 milliards 500 millions d'anciens francs qui serviraient en fait à *«dégraisser»* les effectifs d'ici 1981.

«A la Thomson, on est passé de 2200 réfrigérateurs par jour à 2800. Et l'objectif est d'arriver à 3000. Avec moins de salariés bien sûr. Pour comprendre ce qui se passe ici, les chiffres suffisent. Les salaires représentent 17% du prix d'un réfrigérateur quand il sort de l'usine. Son temps de fabrication nécessite 4 heures et demie et l'objectif est d'arriver à 2 heures et demie» dira un syndicaliste. Pour l'instant, les travailleurs lockoutés tiennent bon, conscients que leur lutte est suivie avec attention par la population. La Thomson étant une partie importante de l'implantation metallurgique lilloise qui comprend Peugeot, Massey-Fergusson, Tudor, FCB, IHF, Arthur Martin etc.. Mardi suite au refus de la direction de négocier, l'usine était occupée par les grévistes.

Correspondant LILLE

• Danjou à Lomme : 72 licenciements prévus

Tout près de Lille, une visserie-boulonnerie employant 117 personnes est occupée depuis 13 jours. La menace de licenciement de 72 personnes a été largement popularisée à Lomme et ses environs, et les soutiens d'organisations ne manquent pas. Samedi 13 avait lieu une journée portes-ouvertes. En attendant, la direction envisage de supprimer le secteur téléphonie de l'entreprise. Cette entreprise ayant été rachetée récemment par le groupe Matra. Ici, à Danjou, comme à la Thomson, les travailleurs et leur section syndicale CGT refusent tout licenciement.

Corresp. LILLE

- **La longue bataille juridique qui a suivi l'inculpation de l'ingénieur Coquidé inculpé en juin 1975 d'homicide involontaire suite à la catastrophe de Liévin le 27 décembre 1974 qui avait fait 42 morts se termine. Celui-ci avait fait appel devant la cour de Cassation pour vice de forme. Sa requête a été rejetée.**

- **Pour protester contre le licenciement autorisé par le Ministre de 5 délégués, 1 000 à 2 000 travailleurs de RVI ont occupés jeudi pendant une heure l'aéroport de Lyon Satolas.**

- **Le patron de Motobécane dont les usines sont occupées depuis une dizaine de jours à Saint-Quentin, a été contraint à un premier recul. Il a annoncé dans une lettre à chaque salarié que le nombre de licenciements envisagés, passait de 450 à 102. La lutte continue.**

- **Contre la répression syndicale frappant un délégué, les travailleurs de Renault Saint-Ouen ont décidé des débrayages tournants d'une heure.**

- **Saint Chamond : à l'usine Chavanne Delattre, filiale de Creusot-Loire, deux ouvriers transportent sur un wagonnet qu'ils poussent une pièce de deux mètres de haut et lourde de 2 tonnes. La pièce accroche le chambranle d'une porte : Julien Loiseau, 57 ans, est mort écrasé.**

INFORMATIONS GENERALES

Raz de marée à Nice

SANS DOUTE PAS UNE CATASTROPHE NATURELLE...

Beaucoup d'hypothèses semblent converger aujourd'hui pour expliquer le raz de marée de Nice qui a fait 11 morts et de graves dégâts. Ce sont les énormes travaux d'endigage effectués depuis 4 ans qui sont certainement à l'origine du glissement de terrain. Bien qu'il soit là encore difficile de l'affirmer, la Commission d'Enquête gouvernementale devrait fournir plus d'éléments , on peut néanmoins mettre en cause le déversement de millions de mètres cubes de remblais dans la mer, dans le delta instable du Var. Comme l'indique le docteur Roubault, conseiller municipal écologiste de Nice, *«l'endigage a bouleversé l'équilibre général et écologique de cette zone. Il n'est pas impossible qu'on ait affaire à un glissement de terrain provoqué par le surpoids considérable que constitue la masse de remblais déversée dans la mer».*

De même, une dépêche de l'AFP note que *«les travaux seraient la cause principale de l'effondrement de terrain* (...) *et les sédiments de la Baie des Anges sont devenus instables de façon permanente depuis le début des travaux il y a quelques années, précise-t-on au CNRS».*

Bien que certains niçois, notamment des militants écologistes, aient donné l'alerte, relayés par des scientifiques, il n'en a pas été tenu compte. L'*«aménagement du littoral»* revu et corrigé par le Maire de Nice, J. Médecin, est en effet très loin de toute préoccupation écologique et géologique. Pour Haroun Tazieff, interrogé jeudi à France-Inter, c'est celle déjà exprimée par le professeur Mangin, directeur du laboratoire de Géologie et de Sédimentation à l'Université de Nice : un glissement de terrain serait à l'origine du tsunami (raz de marée). Ce serait une *«lentille»* de plus d'une centaine de mètres de largeur qui aurait glissé sur le terrain continental ou sur l'un des flans d'un des trois canyons sous-marins, situés dans le delta du Var. Ce glissement a pu s'opérer par le dépôt d'une quantité très importante d'alluvions, de cailloux, et de boues instables et les pluies diluviennes qui se sont abattues ces jours-ci sur Nice ont aggravé le déséquilibre géologique dû aux travaux de terrassement de la zone portuaire et de l'extension de l'aéroport.

Haroun Tazieff a rappelé également les *«intérêts privés colossaux qui font passer au second plan l'intérêt public».* Il a cité l'exemple du barrage au-dessus de Fréjus, rompu brutalement alors que l'enquête préalable n'avait pas été faite.

Interrogé sur le fait que les sismographes n'ont pas enregistré de secousses telluriques, H. Tazieff a expliqué que dans le cas d'un glissement de terrain qui s'effectue sur un moment assez long (à la différence d'un tremblement de terre qui provoque un choc brutal), les sismographes ne peuvent enregistrer un spectre de fréquence.

Des recherches sous-marines (plongées...) vont être entreprises pour déterminer ce qui s'est passé le 16 octobre au fond de la mer, au large de Nice. La suite de l'enquête nous en apprendra donc plus. Mais en l'état actuel des choses, les *«vagues»* provoquées par ce *«tsunami»* ne sont pas prêtes de se calmer...

CENTRALE NUCLEAIRE : CENTRALE PENITENCIAIRE ?

«Centrale nucléaire = centrale pénitentaire», c'est avec ce mot d'ordre que plus de 150 travailleurs de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux, dans le Loir-et-Cher, ont participé mercredi à une marche organisée par la CGT et la CFDT. Le but de cette protestation ? Le refus du nouveau système informatique pour la surveillance du site.

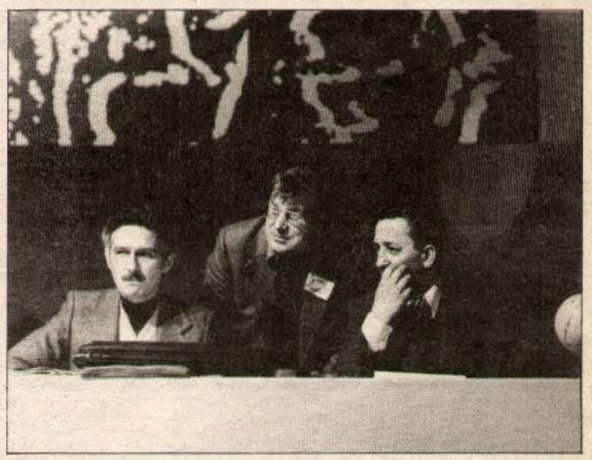
Au Tricastin, même inquiétude des travailleurs et des syndicats : la mise en place d'un contrôle informatique sous couvert d'un récent arrêté ministériel, pour la «protection» des centrales.

A la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux, un délégué CFDT explique : *«Avec le nouveau système informatique trois zones sont créées : la zone «surveillée» qui enferme l'ensemble du site dans une double enceinte électrifiée avec couloirs de chiens et radars hyper-fréquences, la deuxième et la troisième zones correspondant à des enceintes à l'intérieur de la centrale dans lesquelles on ne pourra pénétrer que par des guichets magnétiques équipés de caméras et reliés à un ordinateur central.* (...) *Nous comprenons fort bien qu'il faille assurer la sécurité des centrales, mais nous ne pouvons accepter un système informatique qui pourra être utilisé contre les libertés individuelles, à commencer par l'activité syndicale. Ainsi, non seulement ce système informatique permettra de connaître à tout moment la position d'un individu, par conséquent d'un délégué syndical, mais aussi en cas de grève, il permettra à la direction d'interdire l'entrée des zones et de sélectionner les «entrants».*

Avant l'introduction de ce système, la surveillance des centrales était assurée par des sociétés privées de gardiennage. Comme l'indique un militant CFDT de la centrale du Tricastin, celui-ci *«avait figure humaine. C'était des retraités, sous-payés, et ils ne faisaient pas trop de zèle»* estime-t-il. Maintenant, ce sera des barrières, des tourniquets, des caméras, des lecteurs de cartes magnétiques. Comme à St-Laurent, les syndicalistes du Tricastin s'opposent également au contrôle informatique des ouvriers du nucléaire.

«L'informatique donne des possibilités multiples. On peut interdire quand on veut l'entrée à tel numéro de badge (...)*.»* On comprend dès lors l'inquiétude des travailleurs du nucléaire et de leurs syndicats.

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE



Le recentrage : oui, si c'est pour renouer avec l'action des travailleurs

Après l'échec électoral de «l'union de la gauche» de nombreux syndicats ont fait le bilan de mars 1978 «ne collons plus aux partis de gauche».

Ainsi E. Maire au meeting de rentrée (sept. 1978) critiquait sévèrement la gauche politique et proposait «le recentrage sur l'action syndicale».

Au congrès de Brest les voix n'ont pas manqué pour critiquer le recentrage pratiqué par la direction confédérale en soulignant les aspects les plus négatifs : prendre pour axe la négociation avec le gouvernement sans un rapport de force suffisant sur le terrain de la lutte. Bien qu'important le courant d'opposition à la politique confédérale ne propose pas concrètement une autre alternative.

Pour ce qui concerne le recentrage doit-on s'en tenir au cliché du virage à droite (comme le font PCF et la confédération CGT), sans tenir compte des aspects positifs développés par de nombreux syndicats et sections d'entreprises en opposition à la politique suiviste de la direction confédérale CFDT, vis-à-vis des partis de gauche, jusqu'aux législatives de mars 1978. Ce suivisme politique se fonde sur le poids de la crise sur la classe ouvrière à qui les partis de gauche et les directions syndicales confédérales CGT, CFDT ont donné l'illusion d'une issue électorale à la crise en tablant sur la victoire aux élections de «l'union de la gauche». C'est ainsi que l'adoption de la plate-forme confédérale est tombée dans l'oubli, ce qui a tendu à la ramener à un objectif électoral. L'affirmation du point de vue selon lequel : «Le pouvoir ayant eu chaud, il devra tenir compte de l'état du rapport de force électoral», ce point de vue s'est révélé erroné.

MAIS EN RESTER A CE CONSTAT, CE SERAIT NE PRENDRE EN COMPTE QU'UN ASPECT DE LA REALITE

De nombreux syndicats constatent la volonté des militants de retourner à l'action syndicale, sans se situer par rapport à des objectifs électoraux. Ainsi sont refusées les journées d'action sans lendemain et les opérations publicitaires avec lesquelles la confédération CGT n'a pas rompu (cf. l'opération lamentable du départ de l'ex-France et la rentrée tapageuse de Séguy place de la République à Paris, début septembre dernier).

Recentrer l'action syndicale, cela doit être la prise en compte de la réalité afin de la transformer.

1) Comment pallier à la baisse actuelle de la syndicalisation : dans les entreprises le nombre de syndiqués est en baisse et ce du fait de la politique de chômage du patronat et du gouvernement (cessation anticipée d'activité, blocage de l'embauche et notamment des jeunes...) Pour sortir de cette impasse, il faut que les syndicats soient capables d'organiser les chômeurs et en particulier les jeunes. Il faut qu'ils soient capables d'impulser des luttes et d'organiser la riposte contre la politique anti-ouvrière de la bourgeoisie.

2) Comment faire reculer pied à pied le patronat et l'état, pour exemple la lutte des sidérurgistes de Longwy a amené les patrons et le gouvernement à concéder les reculs dans d'autres secteurs de la métallurgie (par exemple application du plan sidérurgique pour les travailleurs d'Uginc à Moutiers dont PUK a décidé la fermeture) alors que ce plan ne règle pas de façon satisfaisante la question de l'emploi en Lorraine.

La question qui est posée aujourd'hui est bien le développement et la globalisation de luttes efficaces par l'impulsion «d'en haut» en réponse aux préoccupation «d'en bas».

Le recentrage doit avoir pour axe la lutte de classes et comme objectif immédiat un retour vers un syndicalisme d'entreprise par la mise en œuvre d'un plan de luttes au niveau national s'appuyant sur la pratique syndicale des différentes structures, tant au niveau des entreprises que des branches d'industrie.

Le recentrage doit être le reflet d'une politique qui refuse que l'on se serve des luttes des travailleurs comme marche-pied pour l'arrivée au pouvoir de partis «d'opposition» dont les projets politiques ne correspondent pas à l'aspiration d'un changement radical de société souhaitée par la grande masse des travailleurs de France.

Des militants CFDT de la chimie Région parisienne

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

LE RECENTRAGE DANS LA CFDT ET SES CONSEQUENCES SUR L'ACTION

Pour un recentrage de l'action syndicale

Je voudrais donner un point de vue de syndicaliste et de révolutionnaire sur «la guerre du recentrage». Beaucoup de militants semblent ne voir dans le débat actuel qu'une simple opposition entre ceux qui voudraient lutter et ceux qui voudraient le consensus social, la trêve devant la crise. La CFDT étant pour eux positionnée à gauche, parler de recentrage, c'est forcément virer à droite. Je ne caricature pas, c'est d'ailleurs un des éléments massue de l'argumentation PCF. Dans les rangs des révolutionnaires également, le terme recentrage a amené certains à parler de recentrage à gauche. Ce débat manichéen ne correspond pas à la réalité que nous vivons quotidiennement dans les entreprises, ni aux enjeux qui se cachent derrière cette formule.

Il est inutile de rappeler toute l'ampleur des attaques de la bourgeoisie contre les travailleurs. Nous la subissons, nous la connaissons mais quelle est la voie pour nous y opposer victorieusement ?

La situation chez les travailleurs n'est pas facile à analyser et est d'autre part fluctuante dans le temps et suivant les régions. Pour ma part, je crois qu'il y a une grande inégalité de conscience de la nécessité de lutter dans les entreprises ou suivant les entreprises. Quelques boîtes partent en lutte mais elles ne servent pas (pas encore) d'exemple à suivre pour les boîtes voisines. Dans une même entreprise, nous trouvons une frange de travailleurs très décidés, prêts à faire des actions ultra-minoritaires - pour dire «ça suffit» -, une autre frange écœurée ou même résignée. Cette situation se retrouve à tous les échelons chez les militants eux-mêmes, car il n'y a pas seulement pour la CGT et la CFDT perte d'adhérents, il y a aussi perte de très bons militants. Par contre, une certaine resyndicalisation s'effectue en ce moment sur une base de défense individuelle.

C'est confus ? Oui, cela l'est pour tous les dirigeants syndicaux aujourd'hui. Peut-on dire qu'il y a mobilisation des travailleurs ? Il ne serait pas honnête de dire oui, car quelles que soient les erreurs faites, les travailleurs conscients ne se détourneraient pas aujourd'hui des organisations syndicales (ou en créeraient d'autres), et suivraient peu ou prou les mots d'ordre lancés dans les fédérations (ce qui n'est pas le cas en règle générale aujourd'hui). Peut-on dire alors qu'il n'y a pas mobilisation ? Dire oui est gênant car certaines luttes sont importantes, dures et suivies, d'autre part, lors des affrontements de Denain, nous avons assisté à une certaine généralisation des conflits. Mais dans l'ensemble, la mobilisation ne me semble pas avoir atteint un haut niveau. Il est sans doute facile à certains de dire que ceux qui tiennent ce langage sont des défaitistes et des droitiers ; je répondrai à ceux-là qu'il n'y a vraiment pas beaucoup, à mon avis, de dirigeants syndicaux qui ne souhaitent pas un déblocage et une lutte résolue des travailleurs !

Le déblocage de cette situation curieuse et complexe se fera, c'est évident, mais quand et dans quelles conditions : ces questions et les réponses que nous apportons auront une importance décisive pour l'issue de la lutte. Il faut se féliciter que la CFDT ait posé la question d'une stratégie syndicale différente pour une situation chez les travailleurs particulière. Car si l'on est convaincu que cette absence de riposte généralisée de la classe ouvrière et des autres travailleurs est transitoire, alors cela implique pour les organisations syndicales une stratégie spécifique qui doit être dans l'essentiel de *conserver les acquis ou de limiter les reculs* d'une part et, *de ne pas (de ne plus) épuiser une combativité naissante* d'autre part. C'est le mérite du dit recentrage. A contrario, plutôt que d'y voir un virage à droite, je trouve que cette stratégie montre une rupture non négligeable de dirigeants ouvriers d'avec le révisionnisme et son incapacité théorique. Il est regrettable que les organisations révolutionnaires n'appuient pas cette recherche d'une stratégie syndicale nouvelle. Prenons quelques exemples, on considère que les revendications, l'action par branche sont un frein à la lutte d'ensemble, cela est sans doute vrai pour la frange des travailleurs qui n'est plus à convaincre, mais ce n'est pas la majorité ; l'action par branche ou par groupe d'entreprises est aujourd'hui (et aujourd'hui seulement), le meilleur moyen de reconnecter l'organisation syndicale aux travailleurs dans *leur masse* et tant pis si cela passe par des actions sectorielles. On parle aussi de mauvais accords style chômage ou sidérurgie. Un accord est n'importe comment pour un «pur et dur» toujours mauvais puisque c'est un compromis et que, malheureusement, l'action syndicale est une suite de compromis ! Mais soyons sérieux, aujourd'hui dans une situation d'augmentation des licenciements et de perte des acquis, permettre à une majorité de travailleurs licenciés d'obtenir une base minimum vitale (même si une minorité perd les 90 %), c'est un bon accord !

Il serait mauvais, en période d'action généralisée, c'est toute la différence ! Prenons également l'accord sur la sidérurgie dont je ne connais pas le détail d'ailleurs : les camarades des sections locales ne sont pas d'accord avec leur fédération et considèrent que c'est un accord au rabais. Ils sont certainement sincères et convaincus qu'il l'est effectivement. Je voudrais seulement les questionner et leur demander si leur point de vue est partagé par les licenciés de la région. Etait-il possible de faire plus alors ? Est-il possible de mettre en échec cet accord au rabais ? N'y a-t-il pas une différence de conscience entre les camarades et le reste des travailleurs ? Je pourrais prendre d'autres exemples, mais je veux simplement montrer qu'il ne s'agit pas d'avoir «théoriquement» raison, il faut être efficace et crédible auprès des masses si l'on veut avoir la mobilisation que certains, et nous tous d'ailleurs, rêvons. Un bon accord aujourd'hui préserve nos forces, c'est tout. Par ailleurs, il faut occuper le terrain et développer nos idées sur une autre conception du travail, de la société, de façon à unifier chez les travailleurs l'action quotidienne de l'organisation syndicale et les thèmes revendicatifs qualitatifs, et la transformation sociale. Il y a eu des bavures, il y a aussi des droitiers à la CFDT, il y a des confusions ? Comment pourrait-il en être autrement dans une société aussi influencée idéologiquement par l'impérialisme et son compère le révisionnisme.

C.L., militant et responsable syndical

Les cheminots dans l'action

A la veille d'une quinzaine d'action chez les cheminots, l'Union Fédérale des cheminots CFDT (de la FGTE) décrit ici, pour les lecteurs du *Quotidien du Peuple*, les problèmes qu'elle doit résoudre pour mettre au point une tactique de lutte efficace : Quelles formes de lutte ? Quel lien entre l'action locale et l'enjeu national ? Comment surmonter les divisions parmi les cheminots ? Quels rapports avec la CGT ?... Autant de questions directement concernées par le recentrage.

Après l'accord interconfédéral CFDT-CGT, l'Union Fédérale des Cheminots CFDT s'est félicitée de la volonté unitaire concrétisée à ce niveau.

Depuis quelques semaines, de nombreuses actions ont eu lieu à la SNCF, ce qui témoigne que le climat est actuellement favorable au développement des luttes, la responsabilité de l'Union Fédérale des Cheminots CFDT étant de leur donner une dimension nationale pour faciliter le montée d'une combativité plus globale.

La tâche n'est pas facile et une des difficultés rencontrées dans une entreprise de la taille de la SNCF réside dans le fait que le rapport de force se construit au niveau des établissements alors que l'aboutissement se situe le plus souvent au niveau national.

La CFDT a aussi la volonté de tenir compte au maximum de ce que pensent les cheminots : leurs revendications, mais aussi les formes d'action qu'ils proposent.

La question de la possibilité de reconduire une action est souvent évoquée. Pour l'Union Fédérale CFDT, cela présente à la fois des avantages et des inconvénients qu'il est nécessaire de ne pas sous-estimer.

Une action reconductible permet aux travailleurs dans la lutte de décider des formes d'action que propose la CFDT. Si la participation aux assemblées générales est suffisante , l'équipe syndicale peut placer les travailleurs en lutte en situation de responsabilité. Le rapport de force local et régional peut être assez bien analysé. Enfin, la dynamique d'une action reconductible est importante.

Pour une entreprise nationale, le principal problème réside dans la difficulté pour un syndicat qui a une position avancée à comprendre que toute la France ne suit pas et inversement. La dynamique créée est intéressante si une majorité de syndicats reconduisent, par contre elle prouve nos faiblesses dans le cas contraire.

Nous devons également tenir compte des enseignements des actions reconductibles de ces dernières années dans les grandes entreprises nationalisées et dans la fonction publique (EGF, PTT en particulier). Cela implique une coordination de nos décisions d'action à ce niveau.

Dans tous les cas, l'Union Fédérale soutient à tous moments les luttes engagées par les cheminots. La structure nationale ayant à tous moments la responsabilité de faire communiquer l'état concret de la mobilisation.

En ce début octobre, notre difficulté est qu'il existe entre les roulants et les autres cheminots un climat différent. Les propositions qu' été amenée à faire la CFDT à la ,CGT ont tourné autour de trois axes :

- commencer par un temps fort d'explication et d'assemblées générales de cheminots ;
- concrétiser notre volonté d'action par un préavis de grève CFDT-CGT pour tous les cheminots d'une durée suffisante (une semaine par exemple) pour permettre aux cheminots de débattre des formes d'action (y compris reconductibilité ou suspension) ;
- appel minimum national pour les roulants tenant compte de la nécessité de répondre au climat de cette catégorie.

L'accord unitaire réalisé avec la Fédération des Cheminots CGT, le 10 octobre, tient compte de ces grands axes.

L'Union Fédérale des cheminots CFDT

non aux lois barre-bonnet-stoléru

francais-immigrés SOLIDAIRES

MEETING

LE 26 OCTOBRE A LA MUTUALITE

organisé par le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste et le Parti Communiste Marxiste Léniniste

On dit que ce n'est pas deux mais cinq lois réglementant l'immigration que le pouvoir envisage de faire adopter par le Parlement dans les prochains mois. Le nom des deux premières est déjà connu. On a en effet déjà entendu parler des projets de loi Bonnet et Stoléru.

Nous en rappellons ci-dessous les dispositions essentielles. Répétons-le, ces lois ne se bornent pas à *«réglementer le flux de l'immigration»* comme le dit le sinistre Stoléru. Fondamentalement, si elles étaient adoptées et appliquées, c'est la capacité de lutte de l'ensemble de la classe ouvrière qui serait attaquée.

Oui, une partie de la classe ouvrière livrée à l'arbitraire policier, c'est une arme pour écraser le tout. Partout, dans les usines, sur les chantiers, dans les quartiers, il est urgent de rassembler largement les travailleurs, les démocrates, tous ceux qui veulent lutter contre ces lois scélérates

F.M.

Une partie de la classe ouvrière livrée à l'arbitraire, c'est une arme contre toute la classe

L'application des lois Bonnet et Stoléru soumettraient encore bien davantage, toute une partie de la population - plus de 4 millions de personnes - à l'arbitraire policier.

Cette situatiion de crise se prolongeant, cela serait extrêment précieux pour le pouvoir d'être mieux à même de dominer toute une partie du peuple de notre pays.

On le sait, les restructurations, le réaménagement de branches entières de l'économie entraînant des licenciements massifs, la bourgeoisie se trouve confrontée à une importante difficulté : trop massif, le chômage peut se révéler explosif.

La classe dominante se réserve alors la possibilité de renvoyer dans leur pays d'origine les ouvriers immigrés et leur famille.

Vieille recette des pays capitalistes !

Ainsi, dans le milieu des années 1960, la République Fédérale d'Allemagne expulsa 600 000 immigrés en un temps record sans autre forme de procès.

Nous ne pouvons accepter que Stoléru fasse de même et mette à éxécution son projet d'expulser chaque année 200 à 300 000 ouvriers immigrés «en situation irrégulière».

Outre le dégonflement des statistiques du chômage, l'expulsion des ouvriers immigrés revêt pour la bourgeoisie un autre avantage décisif. Elle espère qu'ainsi ce sont les premières victimes de la crise, les immigrés qui en porteront la responsabilité aux yeux de leurs frères de classe, les ouvriers français. Cela aussi est innacceptable.

Mais le tandem Giscard-Barre est plus perfide encore. Si à tout moment en effet, une forte partie de la classe ouvrière en France - les immigrés en représentent 20% - sont sous la menace d'une expulsion, comment dans les usines lutter au coude à coude toutes nationalités confondues ? En agitant la menace d'expulsion pour «trouble à l'ordre public» c'est pourtant bien ce qu'envisage ce pouvoir.

L'ordre de monsieur Bonnet

L'accès au territoire est interdit à tout immigré dont la présence constituerait une menace pour l'ordre ou le credit public.

La détention dans les camps d'internements administratifs comme celui d'Arenc à Marseille est désormais légalisée.

Tout immigré possesseur de faux papiers peut être expulsé et conduit manu-militari à la frontière sans avoir même la possibilité de faire valoir sa bonne foi s'il a été victime d'une escroquerie.

Enfin et surtout l'expulsion peut être prononcée par le ministre de l'Intérieur (en fait le plus souvent par le préfet) si la présence de cet étranger constitue une menace pour l'ordre public ou le crédit public.

Stolréru s'occupe des chômeurs

La carte de résident privilégié n'est plus accordée qu'au bout de 20 ans de résidence au lieu de 10 auparavant.

Un ouvrier immigré malade plus de 6 mois pourra être rapatrié *«pour raisons sanitaires»*

A ce propos, le MRAP affirmait récemment : *«imagine-t-on en effet les conséquences du refoulement d'un ouvrier malien parce qu'il aurait contracté en France la tuberculose (l'insalubrité des conditions de logement de nombreux étrangers rend cette maladie plus fréquente pour cette catégorie de travailleurs) alors que son pays l'un des plus pauvres du monde, serait incapable de lui assurer les soins nécessaires, et à ceux avec qui il aurait à vivre l'indispensable prophylaxie ?»*

Stoléru affirme explicitement dans son projet de loi que *«le titre de travail en cours peut être retiré pour les étrangers qui se sont vus signifier la rupture de leur contrat de travail pour cause de retour tardif à l'issue d'une période de congés»*.

Expulsion de France pour être revenu même un jour en retard d'un voyage long quelques fois de plusieurs milliers de km pour voir une famille et des amis que l'on a quelques fois plus vu depuis des années...

Comment qualifier un tel projet ?

Enfin et surtout :

- Cartes de séjours et donc de travail (puisque leur durée sera désormais indentique) pourront être retirées au bout de six mois de chômage.
- Concrètement les préfets renouvelleront les papiers dans le cadre d'un quota départemental de chômeurs à ne pas dépasser. Des immigrés travaillant par exemple à Flins risquent fort par ce moyen de ne pas être licencié par Renault mais par le préfet des Yvelines à qui cette mission aura été confiée.. La conséquence évidente d'une telle possibilité est de rendre beaucoup plus difficile la lutte contre les licenciements et donc contre le chômage de tous les ouvriers de l'usine, Français et immigrés.

non aux lois barre-bonnet-stoléru

francais-immigrés **SOLIDAIRES**

MEETING

LE 26 OCTOBRE à 20 heures à la MUTUALITE

24 rue St-Victor Paris 5e **Métro Maubert-Mutualité**

organisé par

le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste et le Parti Communiste Marxiste Léniniste

avec

- **interventions de travailleurs sur la construction de l'unité Français-Immigrés**
- **chants et musique :**
  le groupe antillais MOUN'KIKA
  chants révolutionnaires de Kabylie avec IMAZIREN IMULA
- **projection du film *Voyage en capital* de Ali Akika**

ضد القواعد بارـ بوني بولت ستولرو

فرسيين - مهاجرين متضامنين

Participation aux frais : 5F

LUTTES

Paris
MANIFESTATION DES EMPLOYES DE COMMERCE
« Jamais le dimanche »

Jeudi, 10 heures. Venant des petites rues qui abritent l'arrière de grands magasins comme les Galeries Lafayette Haussmann, un slogan retentit : *« Non, non, non, au travail le dimanche, oui, à nos trente-cinq heures »*. Ballons, banderoles et pancartes disent tous le refus des employés du commerce à venir travailler aussi le dimanche.

A la sono, on explique le projet de loi déposé par 43 députés UDF, visant à autoriser l'ouverture des grands magasins le dimanche. Un manifestant du personnel ouvrier des Galeries Lafayette lance une chanson : travailler toute la semaine, ça suffit, le dimanche, on en a besoin pour se reposer. Tout cela sur l'air de la chanson connue «le travail, c'est la santé»... L'objectif de la manifestation est d'interpeller les députés à l'Assemblée nationale sur le problème. Sur le parcours, de nouvelles délégations arrivent. Il y a là surtout des employés des Galeries Lafayette, du Printemps, de Prénatal, des Mammouth, en majorité des femmes, bien sûr. Une ombre au tableau : pourtant, malgré la combativité des manifestants, ils sont moins nombreux que lors de la manifestation du 21 septembre. A coup sûr, la division intersyndicale, non pas au niveau des fédérations, mais des sections dans les magasins, a certainement joué un rôle négatif. Mais au-delà, les syndicalistes s'interrogent. Les mobilisations successives ont prouvé qu'il y avait bien un mécontentement important parmi les employés. Alors, comment expliquer que cette fois, ils soient venus moins nombreux ?

Au milieu d'une circulation effrénée, on traverse la place de la Concorde. Au bout du pont, des CRS en tenue de combat ont pris position, tandis que des cordons de flics barrent toutes les petites rues qui mènent vers l'Assemblée nationale par derrière. Des négociations s'engagent avec les représentants de la Préfecture qui veulent très clairement faire effectuer un demi-tour à la manifestation. De l'autre côté de l'Assemblée, rue St-Honoré, un autre cortège attend, venant d'un autre quartier de grands magasins. Finalement, la jonction pourra se faire. Il est bientôt midi. La sono annonce qu'une délégation va être reçue.

Monique CHERAN

Grenoble
TOUTES LES USINES MERLIN-GERIN DANS L'ACTION

Mercredi, l'action s'élargit encore grâce au piquet de grève et aux rencontres entre usines. On peut compter 60 % de grévistes environ. De nouvelles initiatives sont prises : manifestation en voiture, visite à l'usine voisine de la Sescosem (trust Thomson), distribution de tracts à un grand carrefour.

Jeudi, des piquets sont mis en place dans toutes les usines; vers 8 heures, les grévistes de chaque secteurs partent en manifestation pour se regrouper en ville. A 9 h., les trois cortèges se rejoignent et une manifestation de 3 500 travailleurs environ s'ébranle dans Grenoble. Manifestation chaleureuse, la dernière de cette ampleur à Merlin remonte à 73.

Beaucoup de travailleurs sont surpris et heureux de se voir si nombreux. On scande entre autre *« Empain, c'est foutu, les Merlin sont dans la rue» ; «Merlin peut payer, Merlin doit payer» ; «38 heures pour créer des emplois»*, on chante en cœur : *«On va gagner»*.

De grands hourra sont lancés quand les passants ou les gens aux fenêtres manifestent leur sympathie. Quand l'ordre de dislocation est donné les grévistes des trois secteurs ont du mal à se quitter. Pendant ce temps là se déroulaient des négociations au cours desquelles la direction offre... une insulte ! 2,5 % d'augmentation prévue en janvier 1980 seraient avancés au 1er décembre 1979. C'est la colère, la grève illimitée se vote à B, S2, M3 et M4. Dans certaines usines, le problème de l'occupation est largement débattu.

Merlin-Gérin, plus grosse entreprise de la métallurgie à Grenoble fabrique du matériel électronique et électrique. 8 000 travailleurs répartis en une douzaine d'usines, 3 500 ouvriers, 1 200 employés, 700 dessinateurs, 1 500 techniciens.

Au dernière élections de délégués au C.E., la CGT a fait 46% des voix, la CFDT 23%, et F.O. 22%.

La lutte à Merlin-Gerin :

La direction d'année en années rogne un certain nombre d'acquis et annonce début 1979 que les salaires ne seront plus indexés sur le coût de la vie avec l'indice INSEE. Une première lutte commence en février. Au bout de trois débrayages, la direction accorde des miettes, une prime de 5 francs, la promesse de négociations salariales. La lutte s'arrête là.

Le coût de la vie continue d'augmenter, les cotisations de sécurité sociale aussi. A la rentrée, les travailleurs attendent des propositions de lutte. Des conflits localisés se déroulent avec succès : Prodipact (filliale Merlin à Montmélian) obtient un réajustement pour fin décembre sur l'indice INSEE.

Megelit, secteur de l'usine S, après 4 heures de grève par jour, 33 ouvriers font reculer la direction sur les salaires et les conditions de travail. A l'usinage de l'usine A, après 7 heures de grève les ouvriers obtiennent le retrait d'une lettre de blâme à un délégué.

Des réunions intersyndicales CGT, CFDT, FO se tiennent pour mettre au point une plate-forme de revendications communes. Trois éléments expliquent la mise en mouvement des ouvriers : premièrement, l'accord CGT-CFDT sur les salaires avec, au 1er octobre 1979, une augmentation uniforme : 200 francs pour tous par mois, 1 300 francs de primes de rattrapage, salaire minimum à 3 150 et un plan salariale pour 1980. Deuxièment à l'usine S, la direction cherche à supprimer de nombreux postes de travail. Elle veut aussi réduire les frais généraux : 150 suppressions de postes dans toutes les usines. Troisièment, avec l'accord des fédérations de la métallurgie CGT-CFDT, la plate-forme de revendications s'axe sur les trois thèmes salaires, emplois, libertés.

PRISE EN COMPTE DES DIFFICULTÉS

Trois soucis principaux se dégagent : premièrement, faire baisser la production pour faire céder la direction, deuxièment convaincre les non-grévistes de rejoindre le mouvement, convaincre aussi *«ceux des bureaux»* (dessinateurs, techniciens, secrétaires qui sont concernés par cette grève). Pour cela, les grévistes au cours d'un débrayage en début de journée ont distribué un tract aux non-grévistes.

Troisièment, populariser la lutte dans la ville de Grenoble.

Lundi 15 octobre, toutes les usines font au moins une heure de grève. Les points chauds sont l'usine S en grève toute la journée devant l'intransigeance de la direction, les travailleurs partent en grève illimitée. Dans les autres usines, des actions diverses et des offensives sont décidées. A l'usine L, un piquet de grève le matin renforce le nombre de grévistes.

DE NOMBREUX POINTS POSITIFS

La direction garde une attitude dure avec les organisations syndicales mais ouvre les négociations pour jeudi 18. Pour mercredi, de nouveaux piquets de grève, rencontres entre usines, l'extension de la grève illimitée se pose. Se pose aussi l'exigence d'un regroupement central de tous les grévistes. Ce qui est intéressant, c'est que les travailleurs prennent en charge l'action : exemple à l'usine S, les délégués refusent de donner des consignes d'en haut : aux travailleurs de discuter pour se mettre d'accord. Exemple dans d'autres usines, après débat les travailleurs votent la suite de l'action. Ainsi on sent plus de motivation et d'animation que dans la lutte du début de l'année.

D'autre part, l'unité d'action a balayé l'esprit de boutique qu'on trouvait entre adhérents et militants de la CFDT et de la CGT.

Egalement est prise en compte la nécessité d'élargir le mouvement surtout vers les bureaux, secteurs qui débrayent peu d'habitude et qui compte 2 000 employés et dessinateurs.

Enfin, une grosse difficulté pour la lutte existe à Merlin-Gérin, du fait de l'éparpillement des usines autour de Grenoble : huit dans le nord, deux dans le sud-ouest, quatre à Meylan (banlieue de Grenoble). Les travailleurs ont su contourner cette difficulté. D'abord chaque usine a pris des initiatives d'actions propres, l'intersyndicale se chargeant de coordonner. Puis les usines plus en avant dans l'action servent d'exemple pour les autres. Enfin les regroupements entre les grévistes d'usines différentes portent l'action à un niveau supérieur.

Corresp. GRENOBLE

SOUSCRIPTION

Clermont-Fd	
Soutien	1 500
St-Etienne	20
Grenoble	157
Lyon	100
	100
	200
	300
	50
Villefranche/Saône	1 500
Paris	
18e Vente d'objets	150
PTT Soutien	50
PTT D.J.	350
11e	150
19e	300
	350
	500
	40
	100
20e	350
Paris	500
	100
Drancy	
Vente de livres	115
Soutien	50
Massy	
Ventes	360
Créteil	
Ventes	180
	20
	35
Ste-Geneviève-des-Bois	
	110
	110
	50
	50
Nantes	
	410
	150
	25
Saumur	50
Strasbourg	
Soutien	1 000
	50
Caen	
Employés du CHU	40
Avranches	50
Mortagne	107
Auxerre	
Ventes	228
Soutien	1 200
Tonnerre	
	95
Vente de livres	50
Besançon	
	464
	110
Marseille	
	95
	42
Dax	
Un paysan	300
Pau	
Travail pour le QdP	200
T.B. lycéenne	200
Coudekerque	200
Roubaix	75
Lille	100
TOTAL	13 188
Total précédent	124 459
TOTAL GENERAL	137 647

LILLE : «RENCONTRES FRANCO-CHINOISES»

«L'Association Régionale Nord Pas-de-Calais des Amitiés Franco-Chinoise, fêtera le samedi 20 octobre de 15 h à 21 h à la maison de quartier de Lille-Fives (rue Massenet à Lille) le 30e anniversaire de la République populaire de Chine.

Cette année, la fête se placera sous le signe des Rencontres Franco-Chinoises : à partir de 15 h, un tournoi amical de ping pong opposera étudiants chinois et pongistes français (du club Léo Lagrange d'Helemmes) : en même temps seront présentés jeux d'échec chinois et jeux de GO ; une exposition philatélique avec vente de timbres chinois se tiendra.

— à 16 h, un montage-diapos et une exposition présenteront le logement et la vie quotidienne en Chine.

— à 18 h, se tiendra une table ronde avec des personnes d'horizons divers ayant effectué récemment un voyage en Chine.

— à 20 h 30, un médecin acupuncteur présentera un diaporama sur l'acupuncture chinoise.

— à partir de 18 h, on pourra goûter à un buffet chinois.

Dossier du Quotidien du Peuple

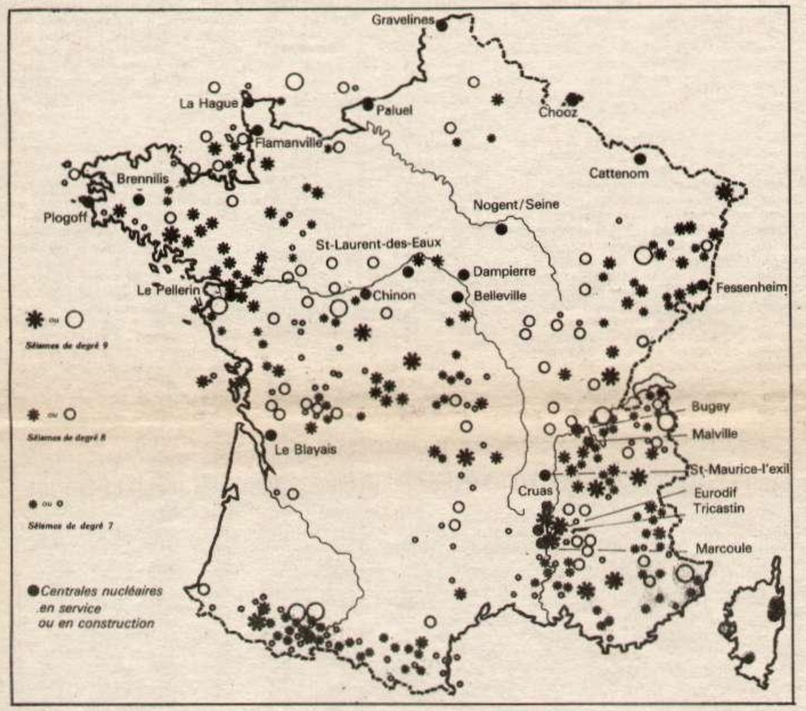
LES RISQUES SISMIQUES SONT-ILS PRIS EN COMPTE DANS L'INSTALLATION D'UNE CENTRALE NUCLEAIRE ?

Une enquête de Michel BERTEL

Les fissures constatées sur des pièces essentielles de centrales nucléaires, les décisions d'EDF et du gouvernement de charger coûte que coûte leur réacteur de Gravelines I et de Tricastin I en combustible nucléaire, la grève pour la sécurité qu'ont alors décidée les travailleurs du nucléaire... ont remis le programme électro-nucléaire français sous les feux de l'actualité.

Pour les responsables de la course au nucléaire, pour ceux qui la traduisent dans les faits, il n'est pas une seule déclaration, un seul communiqué où ils ne prétendent pas maîtriser l'ensemble du processus nucléaire. Ils parlent même de sûreté et de fiabilité «à toute épreuve» des installations nucléaires.

Alors, ouvrons, ou plutôt poursuivons un débat : le risque sismique est-il oui ou non, et dans quelle mesure, pris en compte pour l'installation d'une centrale ? Cette question, H. Tazieff l'a déjà ouverte au printemps dernier. Il la réaborde aujourd'hui dans nos colonnes.



Cette carte établie par le BRGM signale les épicentres des séismes d'intensité VII-VIII et qui se sont produit en France depuis trois siècles.

Les étoiles signalent les épicentres que les historiens ont bien localisées. Les cercles montrent ceux dont ils sont sûrs, mais qu'ils n'ont pu localiser avec précision. On peut noter avec cette carte que la centrale de Tricastin, le centre de Marcoule, l'usine Eurodif, et celle de Pierrelate... sont installées dans une région, au milieu de la vallée du Rhône, où se sont produits trois séismes en 1773, 1873 et 1934.

Certains tremblements de terre indiqués par de gros cercles ou de grosses étoiles ont probablement atteint le degré X sur l'échelle MSK.

Ce fut le cas en 1887 du séisme situé au nord-est de Nice. Par ailleurs, en 1909, un séisme dans la région d'Aix-en-Provence a atteint l'intensité IX. Comme l'indique Haroun Tazieff, un séisme de force II au 13e siècle a entièrement détruit Avignon...

Nous avons ajouté a cette carte du BRGM les emplacements de centrales ou d'usines nucléaires.

AUCUNE ETUDE SUR LA FILIERE GRAPHITE-GAZ !

La prise en compte du risque sismique par les services du CEA et de l'EDF est récente. Si 1974 est l'année de l'accélération du programme électro-nucléaire, c'est seulement l'année où débutent les premiers calculs prenant en compte pour l'édification des centrales le risque sismique. Cela signifie par exemple que toutes les centrales de la filière Graphite-Gaz n'ont pas bénéficié de ces études ! Elles ont été faites pour les centrales PWR et de façon plus systématique pour le palier 1300 MWe (Paluel...). Même choses d'ailleurs pour certains autres ouvrages EDF (barrages, etc...). C'est donc de façon récente, et au moyen d'une science encore hasardeuse, que le risque de séismes est pris en compte. Pour Bugey 1 et les autres réacteurs de cette époque (1968-1969), voire même lors de la parution des décrets d'autorisation pour Fessenheim 1 et Bugey 2 ou 3, il n'y a eu aucune étude sur l'accélération du sol ou sur l'intensité de séismes ressentis dans ces régions.

La lecture du document du DSN (Département de Sureté Nucléaire) sur le risque sismique est interressante. On y lit par exemple que *«la région de Gravelines aurait été affectée par des séismes d'intensité VII et VIII»* ou alors *«qu'il n'est pas très étonnant que puisse se produire dans une région donnée un séisme dépassant le séisme maximal probable»*.

Le DSN cite par exemple un séisme d'intensité VIII dans le Vercors en avril 1972 alors que c'est une région considérée comme asismique. Ou bien celui d'Arrete en 1967, d'intensité VIII ou IX dans une région classée VII, etc...

Cela montre à l'évidence la prudence dont devrait s'entourer tous les calculs de sureté nucléaire de risque sismique. C'est pourtant loin d'être le cas : à chaque élément de la chaine, EDF, Framatome ou les diverses entreprises de batiment grignotent, degrés d'intensité, niveaux d'accélération, voire volume de béton, etc...

Deux échelles de mesure d'un séisme :

MAGNITUDE ET INTENSITE

Chaque séisme est mesuré par deux échelles différentes.

• L'échelle de magnitude (ou de Richter) mesure l'énergie libérée au foyer par le choc initial. Chaque séisme est donc défini par une seule valeur de magnitude. L'échelle de Richter comprend 9 degrés. Le seul tremblement de terre connu auquel on a pu attribuer (rétrospectivement) la magnitude 9 est celui qui détruisit Lisbonne en 1755. Mais théoriquement, rien n'interdit de penser qu'il puisse se produire un jour un séisme de magnitude supérieure à 9.

• L'échelle d'intensité MSK 1964 (qui a remplacé l'échelle Mercalli) mesure les dégats provoqués par un séisme. Ceux-ci diminuent au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'épicentre, le point de la surface de la terre situé à la verticale du foyer. Pour chaque tremblement de terre, il y a donc plusieurs intensités qui dessinent des zones concentriques centrées approximativement sur l'épicentre et qui décroissent à partir de l'épicentre. L'échelle de M.S.K. 1964 comprend 12 degrés qui s'écrivent en chiffre romains. Les dégats dépendent de la magnitude, en partie seulement : à magnitude égale, plus le foyer d'un séisme est superficiel, plus les dégats sont importants, mais plus l'aire touchée est petite.

LA DEFINITION DE L'INTENSITE D'UN SEISME

L'échelle d'intensité a été mise au point par Medvedev, Sponheuer et Karnik, d'où son nom d'échelle MSK. Elle est couramment utilisée depuis 1964.

Elle utilise des classifications et des termes dont nous donnons quelques éléments :

- Classification des constructions :

Type A : maisons en argiles
Type B : constructions en briques
Type C : constructions armées

-Degrés des dommages :

Premier degré : fissuration des plâtres...
Deuxième degré : chutes de tuiles ou de parties de cheminées...
Troisième degré : dommages sérieux (lézardes profondes et chutes de cheminées...
Quatrième degré : destruction (brèches dans les murs, effondrements partiels, destructions de cloisons intérieures)
Cinquième degré : dommage total (effondrement total)

Intensité VI : dommage du premier degré dans de nombreuses constructions de types A et quelques unes de types B

Intensité VII : dommages du premier degré dans les bâtiments de type C, dommages du deuxième degré dans de nombreux bâtiments du type B

Intensité VIII : dommages du deuxième degré dans les bâtiments de types C. Quelques bâtiments de types B sont endommagés au troisième degré et quelques uns au quatrième degré

Intensité IX : dommages du troisième degré dans les bâtiments de types C. Quelques uns au quatrième degré.

Quelques bâtiments de type B subissent des dommages au cinquième degré.

Intensité X : dommages du quatrième degré et du cinquième degré dans de nombreux bâtiments de type C. La plupart des bâtiments de types A et B subissent des destructions du cinquième degré.

Ce ne sont là que des extraits des degrés et de la classification de l'échelle internationale MSK.

Entretien avec Haroun Tazieff

▶ *En quoi l'implantation de centrales nucléaires dans des régions à forte sensibilité sismique est dangereuse ?*

Les tremblements de terre sont légers la plupart du temps mais sont parfois violents. Les recherches historiques sur la sismicité de la France faites par le Bureau des Recherches Géologiques et Minières (à Orléans), ont permis de publier récemment une carte qui montre que la valée du Rhône, comme celle du Rhin, sans oublier la Provence-Côte d'Azur, ont connu au cours des quatre derniers siècles un certain nombre de séismes destructeurs : d'intensité IX ou X sur l'échelle en 12 degrés. Or, EDF a construit ses centrales nucléaires, de même que ses usines nucléaires, suivant des normes permettant à ces bâtiments de résister à des séismes de force VII ou VIII au maximum. Or, s'il y a eu des seismes IX ou X, on peut dire avec une certitude absolue qu'il y en aura de nouveaux dans un avenir plus ou moins proche : entre tout à l'heure et un siècle d'ici, il se produira au moins un ou deux séismes destructeurs en France. Il y a des chances qu'ils se produisent dans la valée du Rhône ou la vallée du Rhin et donc qu'ils détruisent, ou en tout cas fracturent de façon redoutable les usines nucléaires. Cette fracturation provoquera la dispersion par les vents d'aérosols extrêmement radio-actifs et la dispersion par les eaux de pluie, le ruissellement et les fleuves, de produits radio-actifs transportables par les eaux. En solution ou pas. Ce qui rendra ces régions inhabitables pour des milliers d'années. Maintenant que ces usines sont construites, il convient de discuter avec les spécialités du génie para-sismique des modalités à prendre pour les renforcer de façon à ce qu'une catastrophe comme on n'en a pas encore connue ne se produise un jour ou l'autre, et qui peut-être n'est pas bien lointain.

▶ *Pourtant certains autres sites ne présentent pas d'aussi graves conséquences, mais ils n'ont pas été retenus par EDF. Comment expliquez-vous cela ?*

Je ne l'explique pas. Je ne connais ni leurs raisonnements ni leurs motivations en l'occurence. Je constate simplement ce fait qu'une catastrophe proche ou lointaine , est certaine. Parce que les centrales nucléaires, même lorsque elles ont cessé de fonctionner, au bout d'une vingtaine d'années, demeurent extrêmement radio-actives pendant des siècles. Or il est certain que dans le siècle à venir, il y en aura qui seront fracturées par des tremblements de terre de force IX.Il faut le prévoir et agir pour que cela ne se produise pas.

▶ *Du point de vue des recherches du BRGM, des normes employées par EDF, vous indiquez qu'il y a des «modalités à prendre». Quel constat peut-on faire de la situation en France ?*

Il y a des spécialistes de l'architecture para-sismique, dont l'ingénieur Despeyroux, PDG de la SOCOTA. On connaissait la répartion des séismes en France et la fragilité des vallées du Rhône et du Rhin, mais le BRGM, par des études plus poussées, vient de confirmer ce que l'on savait. Donc il est indispensable que dans ces régions-là, non-seulement les centrales soient construites pour résister à cela, mais aussi que tout ce que construisent les promoteurs soit également à même de résister à un séisme, de force IX ou X.

▶ *Pensez-vous que l'EDF respecte, et dans quelle mesure le fait-elle, les normes indiquées par le BRGM ?*

Non, puisque leur document montre qu'il y a des séismes de forces IX ou X dans les valiées du Rhin et du Rhône où l'on a construit des centrales et EDF n'en n'a pas tenu compte, puisqu'elle a construit pour des séismes de VII ou VIII.

▶ *Il y aura donc des tremblements de terre en France ?*

Il est tout à fait évident qu'il y aura toujours, à l'échelle humaine des tremblements de terre dans les régions où il y en a déjà eu. C'est une certitude. Et plus on s'éloigne du dernier tremblement de terre destructeur, plus on se rapproche du suivant. Or, des tremblements de terre destructeurs ont eu lieu en Avignon qui a été détruite au 13e siècle, à Bale et Prats de Mollo au 15e siècle. Plus c'est loin dans le temps, plus un nouveau séisme destructeur futur se rapproche.

L'ETUDE DU «SEISME MAXIMAL HISTORIQUEMENT VRAISEMBLABLE» ET SES LIMITES

La base des calculs repose sur la détermination de l'intensité maximale possible qui peut se produire sur un site choisi. La valeur de cette intensité est obtenue en étudiant, d'une part, la sismicité historique à partir des recherches du BRGM (Bureau des Recherches Géologiques et Minières) et d'autre part, les caractéristiques de la «province» sismotectonique à laquelle appartient le site. Le résultat de ces travaux est la carte sismotectonique de la France que le BRGM vient de réaliser.

Le Département de Sûreté Nucléaire du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) et les services techniques d'EDF, sous la supervision du SCSI (Service Central de Sûreté des Installations Nucléaires) dépendant du Ministère de l'Industrie, déclarent avoir imaginé qu'un séisme aussi violent que le plus violent ayant été ressenti dans la «province» sismotectonique déterminé par des recherches historiques pouvant remonter au Xe siècle et même davantage, se produise le plus près possible des installations nucléaires, voire même que l'épicentre d'un séisme futur analogue soit situé sous une installation nucléaire.

On passe ainsi à l'intensité qu'aurait sur le site nucléaire, le Séisme Maximal Historiquement Vraisemblable (S.M.H.V.), c'est-à-dire celui qui est susceptible d'affecter un jour les centrales. De ce SMHV, on passe ensuite au Séisme Majoré de Sécurité (S.M.S.) pour lequel toutes les intensités sont majorées d'une unité.

A chaque degré d'intensité, les accélérations au sol doublent : g étant l'accélération de la pesanteur, soit 9,81 mètres par seconde, on a par exemple : 0,13 g d'accélération pour un séisme d'intensité VII; 0,25g à VII; 0,50g à IX; 1g à X, etc... De l'accélération au sol, on déduit les accélérations aux différents niveaux des bâtiments. Ainsi les normes suivant lesquelles doivent être construites les différentes parties des installations nucléaires sont déterminées à partir de spectres (c'est-à-dire des graphiques donnant le rapport entre l'accélération due au séisme et la fréquence de vibration de la partie considérée).

L'effort auquel doit résister le bâtiment est proportionnel à ces accélérations qui peuvent être très fortes dans les zones de fréquence où se produit un phénomène de résonnance.

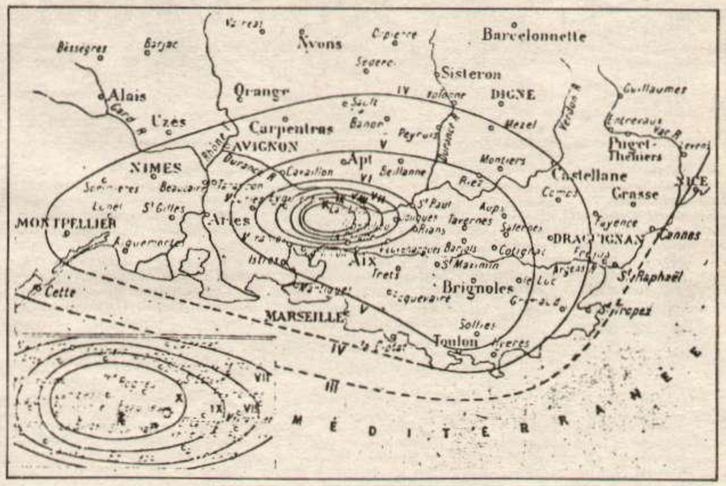
D'après l'EDF ou le CEA, les éléments des installations nucéaires sont calculés de telle sorte que toutes les fonctions de sécurité soient assurées. C'est à dire qu'au cas où un SMS (Séisme Majoré de Sécurité) se produirait, il y aurait un arrêt d'urgence du réacteur, la mise en marche de circuits de refroidissement spéciaux, et l'intégrité du gainage des combustibles de la cuve et du bâtiment du réacteur serait assurée. De même pour tout ce qui concerne les tuyauteries et leurs supports ; elles sont calculées en fonctions des vibrations communiquées par les batiments auxquelles elles sont fixées. Si le SMHV survient, la centrale doit s'arréter, mais doit pouvoir redémarrer sans problèmes.

Cela, ce sont les assurances d'EDF. Mais qu'en sera-t-il exactement dans la réalité ? D'autant plus qu'à chaque étape de ce processus, se pose un grand nombre de problèmes : limites mal déterminées des provinces sismotectoniques, difficultés de recherches historiques sur les archives anciennes, méthodes différentes d'élaboration de spectres, conformité aléatoire de la fabrication aux hypothèses de calcul, etc...

C'est dans ce cadre moins général qu'EDF cherchera à grignoter degré d'intensité, niveau d'accéleration... dans le sens de son plus grand intérêt financier.

CARTE DE 1909 OU FIGURE L'INTENSITE OBSERVEE

(Parue dans un «Album souvenir du tremblement de terre en Provence le 11 juin 1909»)



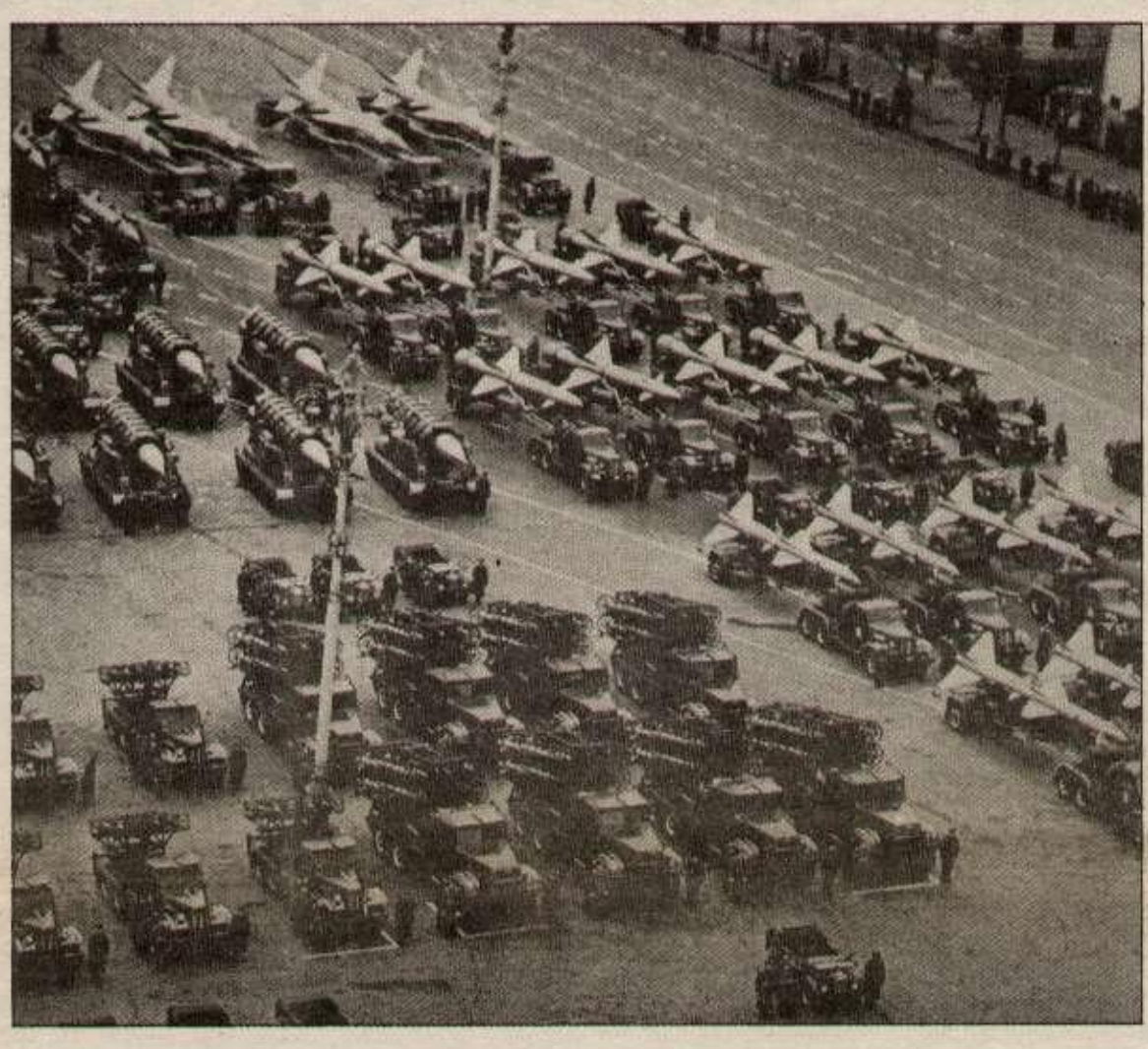
I. — Secousse signalée seulement par les instruments (sismographes).
II. — Secousse signalée par les instruments et ressentie par quelques personnes au repos.
III. — Secousse sensible pour un grand nombre de personnes au repos.
IV. — Secousse constatée par l'homme en activité. Ebranlement d'objets, trépidation des vitres.
V. — Secousse généralement ressentie. Tintement de sonnelles, ébranlement de meubles, lits, etc.
VI. — Réveil général des dormeurs, oscillation des lustres, arrêt des pendules, ondulation des arbres. Effroi.
VII. — Renversement d'objets dans les appartements. Tintement des cloches. Chûte des plâtras. Grand effroi.
VIII. — Murs lézardés, chûte de cheminées. Epouvante.
IX. — Destruction partielle ou totale de quelques édifices.
X. — Grands désastres. Ruines. Bouleversement des couches terrestres. Crevasses. Eboulement de montagnes.

La politique de défense de la France

La définition de la politique de défense de l'impérialisme français a suscité, au sein même de la majorité, de vives contradictions, apparues notamment lors de la discussion sur l'état actuel de réalisation de la loi de programmation militaire votée en 1976. Au début de l'été, l'idée avait été lancée d'une force nucléaire commune à la France et à l'Allemagne Fédérale, les auteurs de cette proposition mettant en doute la capacité de dissuasion des forces nucléaires françaises. Cette position a été rejetée explicitement par l'Elysée ; elle n'en ouvre pas moins le débat sur la crédibilité des forces nucléaires françaises face aux derniers développements technologiques des missiles soviétiques.

Le problème est réel : la loi de programmation militaire est une loi cadre, votée en 1976, qui ne tient donc pas compte des changements intervenus dans la situation mondiale depuis cette date, en particuler des évolutions technologiques dans le domaine des armements. Pour éclairer les problèmes de la politique française aujourd'hui, il nous faudra rappeler quelques faits essentiels de la situation mondiale, et des risques de guerre qu'elle comporte. Sans tracer un tableau complet des bouleversements intervenus dans le monde ces dernières années, nous nous bornerons à en évaluer les répercussions sur la situation spécifique de l'impérialisme français, à sa place d'impérialisme secondaire, allié de la superpuissance américaine, soumis au pressions des superpuissances, et tentant de sauvegarder ses intérêts face à la montée de la lutte des pays et des peuples du Tiers-Monde.

Par François NOLET



Défilé sur la Pace Rouge

I - LA MONTEE DES DANGERS DE GUERRE

En premier lieu, la France est comme tous les pays impérialistes, confrontée à la lutte du Tiers-Monde pour imposer un plus juste prix de ses matières premières. Cette situation est particulièrement sensible pour un pays qui dépend à plus de 70 % du Moyen-Orient pour son approvisionnement pétrolier. Cette situation, dont l'impact économique est d'ailleurs exagéré par les représentants de l'impérialisme français, n'a pas de conséquence militaire immédiate. Cependant, elle peut aussi être à terme un moyen de pression pour les superpuissances, dans la mesure où un contrôle accru sur certains pays producteurs mettrait la France dans une situation de dépendance plus grande encore qu'aujourd'hui.

La lutte du Tiers-Monde, c'est aussi la lutte des peuples du Tiers-Monde pour l'indépendance. A cet égard, l'impérialisme français s'est trouvé confronté ces dernières années à la lutte du peuple sahraoui, qui cherche à conquérir son indépendance face à deux pays avec lesquels la France entretient traditionnellement des liens étroits. Des troupes et des avions français sont intervenus directement dans les combats, notamment en bombardant au napalm des colonnes de combattants sahraouis. Mais la politique de la canonnière ne paie plus guère, et l'accord récemment conclu entre le Front Polisario et la Mauritanie met en mauvaise posture le Maroc, allié privilégié de la France dans ce conflit.

L'Afrique en jeu

Les dernières années ont vu le social-impérialisme soviétique pousser son avantage dans de nombreux pays, soit par une aide militaire directe à certains régimes, soit par l'utilisation qu'il fait de certains pays situés dans sa sphère d'influence (Cuba, Vietnam, certains pays d'Europe de l'Est). Nous n'entrerons pas dans le détail de ces intrusions : signalons seulement que certaines d'entre elles ont eu comme effet de mettre en péril certaines des positions que l'impérialisme français avait conservées en Afrique. C'est ainsi qu'à deux reprises, des troupes aidées par les soviétiques ont attaqué une province du Zaïre, escomptant remporter la victoire en s'appuyant sur l'impopularité du régime réactionnaire de Mobutu. L'impérialisme français a dépêché une fois ses «Transall» et une fois ses paras pour y défendre bec et ongle ses intérêts.

Le changement de régime en Centrafrique a mis en évidence quelques hypothèses troublantes : il semblerait que, sentant sa fin proche, Bokassa ait été disposé à quémander un sursis en s'adressant à la protection soviétique. Ce serait, entre autres raisons, pour enrayer ce processus de rapprochement avec l'URSS que l'impérialisme français se serait tant hâté pour déposer le tyran de Bangui.

Si le social-impérialisme soviétique intervient aujourd'hui de façon directe dans certains pays du Tiers-Monde, son objectif primordial reste bien, à terme, de s'emparer de l'Europe : ses richesses économiques et humaines, les liens qu'elle a conservé avec le Tiers-Monde, rendent décisif le contrôle de l'Europe pour la conquête de l'hégémonie mondiale.

Concentration soviétique en Europe

Le social-impérialisme ne lésine pas sur les moyens, et les effectifs en hommes et en matériel des forces du Pacte de Varsovie sont désormais supérieurs à ceux des forces de l'OTAN en Europe. La supériorité des forces du bloc soviétique est écrasante dans le secteur Centre-Europe (RFA, Bénélux, Tchécoslovaquie, RDA), où le terrain se prête le mieux à une attaque. Cette situation tourne d'autant plus au désavantage des occidentaux qu'une réaction américaine en cas d'agression soviétique n'est pas automatiquement garantie.

Depuis la défaite retentissante que leur ont infligé les peuples d'Indochine, les dirigeants américains répugnent en effet à intervenir directement dans les régions où le social-impérialisme avance ses pions. D'ors et déjà, les Américains ont fait savoir aux dirigeants ouest-allemands qu'ils ne commenceraient à intervenir qu'à partir du moment où les forces du bloc soviétique se seraient déjà emparées du tiers du territoire de l'Allemagne Fédérale. De même, Kissinger a mis en garde les pays d'Europe occientale en les avertissant de ne plus devoir compter sur le parapluie nucléaire américain, et en les incitant à constituer une défense nucléaire européenne.

Le plus inquiétant, face à cette situation, est sans doute le fait que les dirigeants de l'impérialisme français, ainsi que l'ensemble des forces politiques bourgeoises, restent d'un remarquable aveuglement face aux périls de l'heure.

Le PS et la «détente»

A l'égard de la menace soviétique, les grandes forces politiques bourgeoises se bouchent les yeux avec un bel ensemble. Le fait est évident - et connu - en ce qui concerne le PCF, qui défend avec acharnement les positions soviétiques sur la prétendue détente, et qualifie de fauteurs de guerre et de nostalgiques de la guerre froide ceux qui s'inquiètent des préparatifs soviétiques. Il est d'ailleurs rejoint sur ce terrain par certaines forces d'extrême-gauche, qui ne voient venir le danger que d'Outre-Atlantique. On sait peut-être moins que les autres grands partis, eux-aussi, restent muets sur les dangers que fait courir le social-impérialisme soviétique à l'indépendance de l'Europe. A son dernier congrès, le Parti socialiste estimait dans ses documents que la clef de la paix en Europe *«passe par Moscou»*, c'est-à-dire là d'où vient le principal danger. Si les dirigeants socialistes critiquent, parfois vertement, le régime qui sévit à Moscou, et s'il leur arrive même, à l'occasion, de parler *«d'impérialisme»* pour caractériser ce pays, ils ne font jamais l'embryon d'une analyse sérieuse de la politique extérieure soviétique. Ils ressortent même les vieilles thèses munichoises selon lesquelles il conviendrait de tenter d'apaiser l'URSS. Parlant de la visite de Deng Xiaoping aux Etats-Unis, et du communiqué commun qui en était issu, *La Lettre de l'Unité* craignait que *« la désignation de l'URSS comme obstacle à la paix mondiale (...) ne soit plutôt néfaste à la détente. Il serait en effet étonnant que l'ours soviétique se laisse brider sans réagir »*. La position du CERES est encore plus complaisante vis-à-vis de la politique extérieure soviétique, et son entrée à la direction du Parti Socialiste ne peut guère que renforcer cette tendance à ne pas voir la menace là où elle est.

Chirac «connait bien» Brejnev

Du côté des partis de droite, on en est au même point. Si ces partis critiquent le régime intérieur soviétique, où ils croient voir encore le socialisme, ils refusent de croire sérieusement à une menace soviétique. Selon Giscard, les dirigeants soviétiques - *«que je connais bien»*, précise-t-il - manifestent une volonté de paix évidente. Et M. Chirac, qui, en tant que Premier ministre, a participé à la négociation des accords d'Helsinki, estime, dans un de ses ouvrages, que l'URSS doit être considérée *« comme une alliée, jusqu'à preuve du contraire »* ; et d'ajouter : *« Nous devons nous refuser à entrer dans toute forme de croisade antisoviétique »*. Lorsque de tels points de vue font la quasi-unanimité des forces politiques bourgeoises, il y a lieu de s'interroger sur la politique militaire qui en découle.

Dans notre prochaine édition

Nous envisagerons la politique militaire de l'impérialisme français dans ses rapports avec ses alliés d'Amérique et d'Europe, et la mamière dont il conçoit la défense de ses intérêts propres, particulièrement en Afrique.

POUR LA TROISIEME FOIS, DES ELECTIONS MUNICIPALES A AIX-EN-PROVENCE

Elles pourraient être à nouveau annulées...

C'est reparti pour un tour : dimanche, les électeurs aixois sont appelés pour la troisième fois depuis mars 1977 à élire une équipe municipale. Depuis deux ans et demi, la vie politique locale grouille et grenouille autour d'alliances qui se font et se défont pour occuper le fauteuil de maire.

Mars 1977, le maire socialiste sortant, Ciccolini refuse de constituer une liste d'union de la gauche. Le PCF présente une liste avec d'anciens socialistes. Au second tour, Ciccolini, grâce au désistement de la liste PCF, l'emportait sur la liste de la majorité, conduite par le radical Joissains. Ce dernier déposait une demande en annulation, parce que la presse avait annoncé le désistement de la liste soutenue par le PCF : en réalité, seuls les membres du PCF de cette liste avaient appelé à voter Ciccolini, les ex-socialistes présents n'ayant pas pris position pour le second tour. Le Conseil d'Etat décide donc une première fois d'annuler les élections.

Juin 1978 : le PCF et le PS se présentent de nouveau séparément. La droite profite des divisions de la gauche. Le radical de droite Joissains a pu faire figurer sur sa liste des radicaux de gauche et d'anciens socialistes. La liste PS bénéficie une seconde fois du désistement mécontent de la liste PCF. Au seconf tour, la liste de droite l'emporte.

Les choses ne pouvaient s'arrêter là. Une nouvelle demande d'annulation est déposée, parce qu'une élue de la liste de droite n'est pas domiciliée à Aix. Au début de ce mois, nouvelle annulation.

Les partis politiques en place ont eu le loisir de repenser la disposition de leurs forces. A gauche, le PS a mis sur la touche le vieux notable ranci Ciccolini, et fait alliance, dès le premier tour cette fois, avec le PCF. Nécessité fait loi. A droite, il avait longtemps été question de la présentation d'une liste unique de droite. Un empêcheur de tourner en rond s'est présenté, et une seconde liste se réclamant de la majorité a été déposée.

Incident de dernière heure : deux minutes avant l'heure limite de dépôt des candidatures, un candidat de la liste «apolitique» de droite se retire. C'était, dit-on immédiatement, *«un coup de Joissains»*. La tête de liste avait prévu la manœuvre et sortait de sa manche un candidat de remplacement. La candidature est enregistrée quelques secondes après minuit. Cela pourrait conduire à une nouvelle demande d'annulation...

Les listes en présence

Quatre listes s'affrontent dimanche :
- liste menée par le radical Joissains (droite) ;
- liste Vidal («apolitique» se réclamant de la majorité) ;
- liste Picheral (union de la gauche conduite par le PS) ;
- liste Cardon (homosexuels).
Le Mouvement des radicaux de gauche a, cette fois, disparu de l'ensemble des listes.

Pendant le cirque électoral, les luttes n'ont pas manqué à Aix. Ici, les grévistes de la SESCOSEM, en 1977.

• Les revenus français : de curieux résultats

Le C.E.R.C. (Centre d'Etude des Revenus et des Coûts) vient de publier son second rapport sur les revenus des Français.

L'organisme gouvernemental a déterminé que le revenu disponible moyen par ménage s'est élevé à 83 000 F pour l'année 1978. Ce revenu comprend tous les revenus disponibles par ménage (salaires, prestations sociales, etc.). L'étude par catégories rend quelque peu curieux les résultats du rapport, au vu de la réalité. Ainsi, selon le C.E.R.C., le revenu moyen d'un ménage ouvrier serait de 75 100 F soit 6 258 F par mois. Le revenu des cadres supérieurs serait, quant à lui, de 155 500 F, soit 12 958 F par mois.

• Lourd verdict pour deux animateurs de Radio Aventure

Malgré un dossier complètement vide, le tribunal de Bobigny a condamné jeudi deux animateurs de la radio libre «Radio Aventure» à 3000 francs d'amende chacun et à 6 mois de prison avec sursis ! La dureté de ce verdict ne s'explique que par des pressions politiques, disent les deux animateurs. Le pouvoir menacerait Mitterrand de la même peine, suite aux émissions de Radio Riposte, ce qui l'empêcherait de se présenter aux prochaines élections présidentielles, dit-on dans certains milieux : il semble au contraire que Giscard aurait plus à y perdre qu'à y gagner.

• Sondage : Mitterrand, Rocard, Giscard et les autres

Nouvel épisode dans la guerre des sondages, avec la publication du sondage *Paris-Match* -Public SA à propos des présidentielles (bien sûr). Deux cas de figure, selon que Mitterrand ou Rocard représentent le PS. Premier cas : Giscard : 42 % - Mitterrand : 28 % - Marchais : 19 % - Chirac : 11 % - 13 % d'électeurs s'abstiendraient et 17 % ne savent pas encore pour qui voter. Au deuxième tour, Giscard l'emporterait avec 53 % des voix contre 47 % à Mitterrand. Notons cependant que 16 % ne savent pas quel serait leur vote.

Dans le deuxième cas de figure, Giscard obtiendrait 34 %, Rocard 31 %, Marchais 20 %, Chirac 15 %. 11 % s'abstiendraient et il y a encore 16 % d'indécis. Au deuxième tour, Giscard et Rocard arriveraient à égalité.

Enfin, au cas où Giscard et Marchais seraient face à face au second tour, le premier l'emporterait avec 65 % des suffrages.

La course aux présidentielles déjà engagée

I - DES ENJEUX DETERMINANTS

Par Nicolas DUVALLOIS

L'ombre planait depuis les derniers jours du mois de mars 78. Elle avait survolé le Congrès du PS en avril 79, et celui du PCF en mai, et les européennes de juin. A peine les vacances étaient-elles passées que l'ombre revenait derrière le troisième anniversaire du plan Barre, et derrière la réorganisation du RPR en septembre, et derrière les tournées giscardiennes en Aquitaine et dans le Poitou. L'ombre grossit, enveloppe la vie politique bourgeoise, s'installe dans les colonnes de la presse, et devient un fait : la campagne pour l'élection présidentielle de 1981 est commencée.

Oh certes, ils y pensent tous, mais ils n'en parlent pas, ou peu, ou à demi-mot. Tartuffe moderne, Mitterrand est offusqué qu'on puisse s'interroger sur le candidat socialiste : **« cachez ces présidentielles que je ne saurais voir ! ».**

Chirac, lui, fait dans l'ingénu : **« présidentielles, vous avez dit présidentielles ? ».** ***Quand Marchais en parle, c'est pour dire «qu'***ils ne pensent qu'à ça», ***ils, les autres, bien entendu... Quant à Giscard, on en viendrait presque à se demander s'il est au courant de l'élection de 1981. Et puis d'ailleurs, Madame ne vient-elle pas de confier qu'un second septennat «ne semble guère tenter le président». Elle ajoutait même, avec un bon sens qu'on ne lui soupçonnait pas, «qu'***un septennat de plus serait trop long pour tout le monde».

Les présidentielles de 1981 (probablement en mai) représentent en réalité l'échéance politique majeure qui détermine l'attitude et la tactique des différents partis bourgeois. Qui s'en étonnerait, au regard des pouvoirs que donne à la fonction présidentielle la Constitution de la Ve République, et au regard de la situation politique telle qu'elle est aujourd'hui.

Avant de voir ce qu'il en est réellement de ces enjeux, précisons un point : dans la «classe politique» bourgeoise, fièvre électorale et soif de pouvoir vont de pair. S'il serait bien évidemment faux de réduire la bataille qui va se mener à de simples querelles d'ambitions personnelles, il serait tout aussi faux de ne pas voir combien la soif du pouvoir dévore ces hommes là. L'ambition est une des clefs qui permet de comprendre ce qui fait courir le personnel politique de la bourgeoisie.

LES POUVOIRS DU PRESIDENT

Le premier enjeu de l'élection de 1981, tient bien sûr aux pouvoirs qui sont ceux du président de la république aujourd'hui. Il ne faut pas moins de 13 articles de la Constitution pour définir ces pouvoirs, qui vont de l'essentiel, la nomination du Premier ministre, la dissolution de l'Assemblée ou l'organisation des référendums, à l'accessoire, la signature des décrets ou l'accréditation des ambassadeurs. Ces pouvoirs, définis en 1958, ont été considérablement accru en 1962, après que fut adopté, par référendum, le principe de l'élection du président de la république au suffrage universel direct. Certes, le président ne peut pas tout, et il doit notamment tenir compte de l'Assemblée nationale. La Constitution est ainsi faite, qu'il y a inévitablement crise si la majorité parlementaire est opposée au président. Mais elle est aussi faite de telle manière qu'en cas d'homogénéité politique totale — ce fut le cas jusqu'en 1974 — ou relative — depuis 1976 — entre l'Elysée et le Palais Bourbon, le président de la République dispose de quasiment tous les pouvoirs. Dans tous les domaines, le locataire de l'Elysée tient les principaux rennes de la politique de la bourgeoisie, et ce seul fait suffit à expliquer les batailles engagées pour 1981.

LE SEUL VRAI SONDAGE

Il est cependant un second élément, non moins important. Le jeu politique bourgeois est aujourd'hui bloqué du fait de l'existence de quatre partis dont le nombre de voix est sensiblement le même : aux législatives de 1978, dernier point de référence sérieux : 22,62 % pour le RPR, 21,45 % pour l'UDF, 22,58 % pour le PS et 20,55 % pour le PCF. Par nécessité deux coalitions se sont formées, deux coalitions au sein desquelles la lutte est âpre. A droite, la politique de Giscard est entravée par le fait qu'il doit tenir compte d'un «partenaire» RPR électoralement fort. A gauche, l'évolution de l'union est directement dépendante du rapport de force entre PS et PCF.

Seul vrai sondage digne d'être pris en compte, les présidentielles de 1981 vont permettre d'apprécier les rapports de force, entre partis, entre coalitions, et au sein des coalitions. Pour ne prendre que cet exemple, l'évolution de l'union de la gauche ne sera pas la même selon que le PS obtient 28 % des voix et le PCF 18 %, ou selon que les deux partis se «tiennent» à 1 ou 2 % près.

La bataille engagée dès maintenant, ce n'est donc pas seulement la bataille pour l'Elysée, c'est aussi la lutte pour obtenir le maximum de voix, et le meilleur rapport de force.

1981 : UNE PREMIERE

C'est pour toutes ces raisons-là que la campagne électorale est déjà commencée. La longueur de cette campagne n'est d'ailleurs pas en soi surprenante, si l'on veut bien se rappeler que les présidentielles de 1965, avaient en fait débuté... en juillet 1963, avec l'opération «Monsieur X» du tandem Deferre-JJSS. Ces élections furent d'ailleurs les seules qui donnèrent lieu à une campagne «classique», puisqu'aussi bien, en 1969 et en 1974, les circonstances (démission de De Gaulle, puis mort de Pompidou) précipitèrent les choses. D'une certaine manière, 1981 représente aussi une «première». Il n'en fallait pas tant pour que les états-majors s'engagent dans une bataille de 18 mois qui ne va plus connaître de trêve.

Dans notre prochaine édition : Ces quelques voix qui feront la différence.

Solidarité avec les inculpés de Prague !

Lundi 22 octobre, s'ouvre à Prague, le procès de cinq tchécoslovaques. C'est le plus grand procès qui se déroule en Tchécoslovaquie depuis plusieurs années. Ils sont accusés par la dictature de Husak de «menées subversives». En réalité, ils animaient le VONS. Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies — et ce, dans le plus strict respect de la légalité tchécoslovaque. Ils ont été arrêtés le 29 mai dernier avec d'autres militants. Ils étaient tous membres du VONS ou signataires de la Charte 77.

Les accusés sont Petr Ulh, 38 ans, un militant très actif en 1968 dans la lutte contre l'occupation soviétique ; Vaclav Benda, 33 ans, mathématicien frappé d'interdiction professionnelle, Jiri Dienstbier, 42 ans, exclu du Parti communiste Tchécoslovaque en 1970, Vaclav Havel, dramaturge, dont une des pièces a été représentée au Forum des Halles à Paris, au début de ce mois, et l'un des opposants les plus connus à l'occupation soviétique, Otka Bednarova, 52 ans, ancienne journaliste à la télévision, exclue du Parti communiste en 1970, souffrant d'invalidité partielle, et qui a subi des sévices physiques de la part des autorités.

Petr Ulh est le gendre de Jaroslav Sabata, ancien porte-parole de la Charte 77, en prison depuis le 1er octobre 1978. Celui-ci a vu sa peine rallongée de dix-huit mois, et son défenseur, Maître Josef Danisz, exclu du barreau.

Tout indique ici la volonté du régime tchécoslovaque et de ses maîtres du Kremlin, de décapiter tout mouvement d'opposition démocratique en Tchécoslovaquie. Le procès qui s'ouvre lundi s'inscrit dans ce plan. Nous devons le dénoncer avec vigueur et affirmer notre solidarité avec les inculpés.

Présidée par le prince Sihanouk, à Paris

LA CONFEDERATION DES KHMERS NATIONALISTES A TENU UNE CONFERENCE DE PRESSE

Jeudi, à Paris, une conférence de presse organisée par la Confédération des Khmers nationalistes faisait le point sur le colloque tenu à Pyongyang en Corée du Nord, sous la présidence du prince Sihanouk, du 23 au 27 septembre 1979.

Interrogé sur la voie et les moyens préconisés par la Confération pour obtenir le retour du Cambodge à l'indépendance et le retrait des troupes vietnamiennes, le représentant à la tribune a déclaré : *«Pour le moment, nous essayons d'obtenir un règlement pacifique»*. Après avoir fait état d'une lettre de Sihanouk au Premier ministre du Vietnam, lui proposant d'engager rapidement des pourparlers, *«sans condition préalable»* afin de *«rétablir la Cambodge dans son indépendance et sa neutralité»* le représentant a déclaré qu'il y avait donc des *«différences entre les moyens choisis par les différentes parties, en particulier avec le gouvernement de Pékin, qui a choisi de soutenir les troupes de Pol Pot (...) Est-ce à dire que ces voies sont contradictoires ? Je ne le pense pas. Ce sont des voies parallèles pour obtenir la libération du pays de l'occupation vietnamienne»*.

Aussi généreuse soit-elle, la proposition de négociations sans préalable avec le Vietnam, semble utopique si l'on tient compte que la seule réponse du Vietnam, c'est précisément la relance de l'offensive militaire au Cambodge.

D'ailleurs, le prince Sihanouk lui-même, dans sa lettre à Pham Van Dong écrit : *«Je suis un homme de paix et de dialogue, mais je ne resterai certainement pas les bras croisés, alors que mon peuple m'appelle à son secours, si toutes les voies d'un règlement pacifique sont fermées»*. La Confédération n'exclut donc pas le recours ultérieur à la lutte armée.

Remarquons, à ce sujet, qu'un ancien ministre de Sihanouk, M. Son Sann, a annoncé récemment la création d'une autre organisation, le Front national de libération du peuple Khmer, qui se propose de regrouper des combattants pour mener la lutte armée contre l'occupation vietnamienne.

Enfin, le représentant de la Confédération présidée par Sihanouk a demandé que le siège du Cambodge à l'ONU «soit laissé vacant». Cette proposition, en contradiction avec la décision majoritaire de l'ONU qui a maintenu la représentation du Kampuchéa Démocratique, présente le danger de pouvoir être utilisé à terme par les Vietnamiens, pour imposer leur propre représentant.

HR-QdP
Claude LIRIA

UNE CAMPAGNE ANTICHINOISE ET ANTISOCIALISTE

La visite qu'effectue en France, depuis lundi, le Président du Parti communiste chinois, le camarade Hua Guofeng, est l'occasion d'une campagne qui, dans certains journaux — citons par exemple *Libération, le Matin, Le Monde,* etc — vise purement et simplement à démigrer la République populaire de Chine, et la construction du socialisme dans ce pays.

Sous prétexte de prendre en compte les problèmes relatifs à la violation de la légalité et de la démocratie socialiste, dans un certain nombre de cas, c'est bien à un dénigrement global des 30 années de réalisation de la Chine populaire, des 30 années durant lesquelles le peuple chinois a fait d'immenses efforts pour s'arracher à une misère et une oppression séculaire , que l'on veut aboutir. Parmi les cas les plus caricaturaux — les plus odieux aussi par leur mépris pour les réalisations obtenues par le peuple chinois — *«Libération»*, avec les commentaires de Pierre Sabatier, est au premier rang. Pour lui, depuis que Mao, dit-il, a proclamé il y a 30 ans sur la place Tien-An Men : *«Le peuple chinois est debout»*, une seule chose aurait changé pour la Chine : elle serait devenue une «grande puissance», tandis que dans le même temps, le peuple aurait été voué à la pire oppression et exploitation, prenant jusqu'à ces dernières années la forme de la terreur, pour n'être remplacée que par le triomphe du capitalisme à l'occidental : *«De quel prix le peuple chinois a-t-il payé cette fierté nationale retrouvée ?»*, ne craint pas de s'exclamer le «spécialiste» de *Libération*, rejoint en cela par les témoins du *Monde* qui, samedi dernier ramenaient les réalisations de la République populaire de Chine, à cette formule : *«L'ampleur de la répression qui a frappé pendant trente ans le quart de la population du monde»*.

Est-ce le «bon vieux temps» de la domination impérialiste, du colonialisme, du féodalisme, auquel la révolution de 1949 a mis fin, que ces gens-là veulent nous faire regretter, en évoquant les 30 dernières années comme les «années noires» de la Chine ? En tout cas, ils veulent bel et bien faire oublier l'ampleur des progrès qu'a apporté le socialisme à la Chine, comme si la fin de la famine et des épidémies, la victoire sur les calamités naturelles, la disparition de l'exploitation féroce par les propriétaires fonciers et les usuriers, tous ces acquis obtenus en une période si courte ne comptaient pour rien.

Comme si les peuples et les pays du Tiers-Monde qui ont vu dans le chemin frayé par la Chine pour s'arracher au sous-développement, un puissant encouragement et un précieux enseignement pour leur propre lutte, avaient été les victimes d'un simple mirage. L'utilisation de certaines photos pour démontrer la survivance de tel ou tel phénomène lié à la pauvreté, vise t-elle autre chose qu'à «démontrer» l'inutilité de la révolution chinoise, à faire le silence aussi bien sur l'importance de ce qui a été accompli, que sur le poids de l'héritage du passé, dont les séquelles n'ont pu encore disparaître intégralement dans la nouvelle société, faire le silence sur des problèmes aussi complexes que celui qui consiste à maîtriser le rapport entre le développement de la production et le développement de la démographie, celui-ci étant lui-même lié aux progrès même obtenus en matière de santé, de protection infantile, etc. : une maîtrise difficile à obtenir mais vers laquelle la Chine progresse, y compris, par exemple en luttant, par l'éducation, contre des mentalités paysannes hostiles au planning familial.

Niant cette réalité de la Chine nouvelle, c'est en partant d'un point de vue globalement négatif sur ses réalisations, que ceux qui alimentent par leurs écrits la campagne hostile à la Chine, ces jours-ci, parlent du problème des violations de la démocratie en Chine. Les atteintes à la légalité socialiste, les violations de la démocratie socialiste, les entrevues à la libre expression des masses, les manifestations du culte de la personnalité, ont effectivement existé, en Chine. Et ce de manière particulièrement importante dans les dernières années de la Révolution culturelle dont le déroulement a été marqué par un certain nombre de cas de répression à l'égard des masses, des cadres, des intellectuels, d'affrontements violents au sein des masses. Ces phénomènes, on le sait, ont été alimentés, entretenus, encouragés par les conceptions ultra-gauchistes de Lin Biao et des Quatre, qui ne sont pas seulement des déformations du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Zedong mais, aussi des conceptions souvent héritées du passé féodal, encore récent de la Chine, et que l'état encore relativement arriéré des forces productives, surtout à la campagne a contribué à entretenir. Le parti communiste chinois a été lui-même confronté à la présence de telles conceptions dans ses propres rangs, cependant qu'il devait peser de tout son poids pour que l'héritage féodal ne contribue pas à ce que chaque fois qu'il y a eu tentative d'élargir la démocratie, les idées anti-socialistes ne l'emportent.

Mais, c'est bien dans le cours de l'effort gigantesque accompli par la transformation socialiste de la Chine, dans le cours même du processus engagé justement pour arracher ce pays à la situation du passé, sur les plans économique, social, politique que se sont manifestées jusqu'ici un certain nombre de déviations, de déformations, menaçant à certains moments l'existence même du socialisme.

C'est dans le cours même de la lutte pour bâtir le socialisme, qu'ont surgies des luttes politiques complexes, et sont apparues à certains moments de graves atteintes à la légalité et la démocratie. En perdant volontairement de vue cette réalité, on tire un trait sur les apports de la révolution chinoise, y compris dans son effort pour tenter de perfectionner le système politique du socialisme, on tire un trait par exemple sur la mise à jour qui a été effectuée de la nécessité de mener une lutte consciente pour prévenir les risques de restauration du capitalisme comme en URSS, ou sur la mise à jour de la méthode différente pour résoudre les contradictions au sein du peuple, et les contradictions avec l'ennemi, enseignements qui, synthétisés dans la pensée Mao Zedong, constituent autant d'apport pour la théorie et la pratique de la révolution.

De la sorte, on tire un trait sur le fait que la Chine, qui s'est trouvée confronté dès le début de son édification socialiste, à la dégénerescence du socialisme en URSS et d'autres pays, s'est efforcée de frayer sa propre voie, en toute indépendance. On tire un trait sur les luttes menées, justement pour renforcer la démocratie et le pouvoir du peuple, comme cela s'est manifesté par exemple dans la politique des «cent fleurs», dans toutes les tentatives du parti communiste chinois, et de Mao Zedong, pour mobiliser les masses, pour qu'elles prennent elles-mêmes en charge la solution de tous les problèmes posés au pays.

Tirer un trait : c'est ce que font les tenants de cette campagne anti-chinoise et anti-socialiste, en prétendant contre toute réalité, que le parti communiste chinois considérerait lui-même aujourd'hui, les 30 années de socialisme en Chine comme une succession d'«erreurs tragiques». C'est ainsi que *«le Matin»* n'hésite pas à falsifier le discours prononcé le 29 septembre par Ye Jianying, président de l'assemblée nationale populaire chinoise, prétendant par exemple que le «grand bon en avant» de 58 y serait analysé comme partie intégrante d'une «effroyable catastrophe» alors que tout en évoquant les erreurs commises, il y est question des «succès grandioses» obtenus à partir de 58.

Tirer un trait, c'est cette démarche qui est à l'œuvre, lorsqu'évoquant les critiques contre les violations de la démocratie, critiques que le parti communiste chinois a fortement et consciemment encouragé, sur la base de la lutte contre la politique des Quatre, ou très soigneusement parmi l'éclosion des critiques, celles qui vont dans le sens de remettre en cause le socialisme lui-même. C'est le cas pour la revue *Tanjuo*, qu'animait Wei Jingsheng (1).

Le choix de ce type d'appréciations n'est évidemment pas le fait du hasard, il écarte toutes les critiques actuelles, en Chine — de loin les plus nombreuses — qui, en condamnant avec fermeté un certain nombre de faits, dont certains sont semblables à ceux mis en avant par la revue *«Tanjuo»*, ne remettent nullement en cause pour autant le socialisme.

S'agit-il de 30 années d'expériences sans précédent, on parle de «terreur», de «fascisme», s'agit-il de l'effort entrepris pour surmonter ce qui résulte de conceptions politiques fausses, telle celles des Quatre, on évoque «l'embourgeoisement» de la Chine, la réhabilitation de ses «mandarins». Tel est la «logique» du désespoir d'un certain nombre d'articles de presse parus ces derniers jours.

Jean-Paul GAY

(1) Celui-ci vient d'être condamné à 15 ans de prison, l'agence Chine nouvelle a présenté ce fait en écrivant qu'il avait «provoqué une agitation afin de renverser la dictature du prolétariat et le système socialiste» *et divulgué à l'étranger., le 20 février, trois jours après le début de la contre-attaque contre le Vietnam,* «les noms de commandants des troupes chinoises, les effectifs de celles-ci, les développements de la bataille...»

Conférence de presse du ministre chinois des Affaires Etrangères Huang Hua

«LA SITUATION INTERNATIONALE NE S'ACHEMINE PAS VERS LA DETENTE»

Jeudi matin 18 octobre, le Premier ministre chinois Hua Guofeng devait donner une conférence de presse. Empêché au dernier moment, il s'est fait remplacer par Huang Hua, ministre des Affaires étrangères. Après un bref exposé préliminaire, il a répondu aux questions posées par les journalistes. Voici les passages les plus importants des réponses de Huang Hua reconstitués à partir des notes prises au cours de cette conférence de presse.

LA DETENTE ET L'EQUILIBRE DES FORCES EN EUROPE

A propos des discussions en cours entre les Etats-Unis, l'URSS et l'Europe de l'ouest, Huang Hua a déclaré : *«Nous ne nous opposons pas à ce qu'il y ait de telles discussions (...), mais nous pensons que ce qui est le plus important c'est la riposte du tac au tac aux actes d'expansion et d'agression»* (...) *«La situation internationale ne s'achemine pas vers la détente. En réalité elle devient de plus en plus agitée. Les hommes politiques responsables doivent dire cette vérité aux peuples».*

Huang Hua devait aussi rappeler que selon les spécialistes qui étudient la situation en Europe *«les forces de l'Union Soviétique et du pacte de Varsovie détiennent une grande supériorité sur les forces de l'Europe de l'ouest».* Puis il ajoute : *«Le gouvernement chinois souhaite depuis toujours voir l'Europe renforcer sa coopération et sa défense, nous pensons que la présence d'une Europe unie et forte favorisera le maintien de la paix mondiale».*

Revenant sur ce sujet à la fin de sa conférence de presse, il dit encore : *«La partie chinoise et la partie française estiment qu'une Europe unie et forte et une Chine prospère et forte peuvent jouer un rôle important dans le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans le monde».*

LES PERSPECTIVES D'UN REGLEMENT AU CAMBODGE

Après avoir rappelé les différentes phases de l'intervention vietnamienne au Cambodge, ainsi que les interventions soviétiques en Mer Rouge, dans la région du Golfe et dans l'océan indien, Huang Hua a déclaré : *«De toute évidence, le problème du Cambodge, le problème de l'Indochine, ne sont pas des problèmes isolés ou localisés, c'est une composante importante de la stratégie planétaire de l'Union Soviétique. Maintenant on fait des réflexions sur la solution politique éventuelle du problème cambodgien, mais le point clé, c'est qu'il faut d'abord que le Vietnam retire réellement toutes ses troupes du Cambodge, ensuite il faut qu'après le départ des troupes vietnamiennes le problème soit réglé par le peuple cambodgien lui-même».*

(...) *«Par conséquent d'après nous, dans les circonstances actuelles, rechercher une solution politique du problème du Cambodge n'est pas réaliste, car les conditions nécessaires ne sont pas réunies».*

(...) *«Il faut soutenir toutes les forces patriotiques du Kampuchéa, soutenir la juste lutte menée par ces forces contre l'occupation militaire vietnamienne, il faut refuser d'admettre le fait accompli à la suite de l'action militaire des autorités vietnamiennes. Si la communauté internationale ne s'en tenait pas à ces principes et acceptait de sacrifier les peuples d'Indochine, les droits nationaux du peuple cambodgien, en laissant les autorités vietnamiennes jouir des résultats de leur agression, cela créerait un précédent qui aurait de graves conséquences pour la paix».*

L'EVENTUALITE D'UNE NOUVELLE RIPOSTE CHINOISE AUX PROVOCATIONS VIETNAMIENNES

(...) *«Le Vietnam a soumis le Laos à son contrôle militaire, il a envoyé ses troupes et lancé provocations et agressions contre le Cambodge, il a aussi provoqué de nombreux conflits frontaliers à la frontière commune sino-vietnamienne, et à l'intérieur il s'est livré à des persécutions et expulsions de populations d'origine chinoise».*

(...) *«Bien que le Vietnam vante ses forces, lui seul ne peut constituer une quelconque menace pour la Chine. La question est qu'en vérité le Vietnam joue le rôle de Cuba oriental. Devant cet état de fait, la Chine ne peut rester impuissante et le laisser agir en maître en Asie, comme le fait Cuba en Afrique. Le gouvernement chinois a exprimé en termes clairs sa position : il s'oppose aux activités d'expansion et d'agression perpétrées par l'hégémonisme et son homme de main. La Chine a aussi déclaré qu'elle n'entreprendrait que des actions bien réfléchies et qu'elle n'agira pas à la légère».*

HR-QdP Reportage
Henri BERTHAULT

Le Président Hua Guofeng en Bretagne

Jeudi à Rennes et vendredi à Brest, le Président Hua Guofeng devait visiter des réalisations agricoles et techniques. Il a ainsi visité le centre d'étude de télévision et de communications (CCETT) où il a pu voir du matériel de pointe dans ce domaine. A une quinzaine de kilomètres de Rennes, il s'est rendu dans un «Groupement agricole d'exploitations en commun» (GAEC). A Brest, il devait se rendre à l'usine de Thomson-CSF et au centre océanographique de Bretagne. Il regagnait Paris dans la soirée.

Face aux conséquences du colonialisme français

OPERATION «ILE MORTE» A LA REUNION

Pour la première fois depuis 10 ans, l'ensemble des organisations syndicales de la Réunion, ont appelé les travailleurs à une semaine d'action, du 15 au 19 octobre, qui culmine vendredi par une grève générale. Le motif principal de la grève, reste la défense de l'emploi dans l'île où 1 travailleur sur 5 est au chômage, le relèvement du pouvoir d'achat figure également parmi les revendications avancées. Sur la base des premiers jours de la semaine d'action, le mouvement a été très suivi ; les enseignants, les travailleurs de la santé, et les employés de l'administration ont participé à la grève à près de 100 %.

La grève générale de vendredi est le point culminant d'un mouvement de mécontentement général face à la crise qui frappe durement cette île de l'Océan Indien, toujours victime de l'exploitation coloniale française, et d'où Debré, grâce à la fraude électorale, tire son mandat de député.

De nombreuses entreprises ferment et licencient les ouvriers par centaines. Les petits et moyens planteurs de canne à sucre (pratiquement la seule production et exportation de l'île) sont eux-mêmes menacés de ruine par le bas prix de la canne et par les exigences de qualité qui visent en fait à éliminer les petits producteurs.

UN TRAVAILLEUR SUR DEUX S'EXPATRIE

La principale exportation de l'île reste encore sa main d'œuvre : un travailleur réunionnais sur deux, attiré par les promesses du BUMIDOM * est poussé par le chômage s'expatrie en France. Ceux qui restent ne sont pas mieux lotis, puisque 20% de la population active est au chômage. On compte 60.000 chômeurs, dont 25.000 recencés officiellement, ce qui représente à l'échelle de la France 6 à 7 millions de chômeurs. Si Barre et Dijoud en bons serviteurs de l'impérialisme français considèrent que la *«Réunion, c'est la France dans l'Océan Indien...»*, ils n'en concluent pas pour autant, que les mêmes lois, en particulier en ce qui concerne l'indemnisation des chômeurs, doivent y être appliquées. Ainsi, *«un chômeur sur 2 ne reçoit pratiquement aucune aide, en dehors de l'allocation mensuelle accordée aux familles dont les ressources n'atteignent pas 150 F par personne et par mois»*, afifrme crûment un rapport du Conseil général de la Réunion. Une des revendications de la semaine d'action pour l'emploi réside dans l'extension à la Réunion du régime d'indemnisation du chômage en vigueur en France. En effet, les chômeurs qui ne reçoivent aucune indemnisation ont pour seul choix : l'exil ou la participation à des *«Chantiers de chômage»* qui ne fournissent que 15 jours de travail par chômeur et par an !

UNE SITUATION D'«ASSITES»

Exploités et opprimés par l'impérialisme français, les Réunionnais sont également placés dans une situation d'assistés. Empêchant tout développement de l'économie locale pour maintenir la monoculture du sucre qui place la Réunion dans l'obligation d'importer pratiquement tout, le colonialisme français préfère entretenir une pléthore de fonctionnaires. Ces derniers, bénéficiant d'un niveau de vie plus élevé que l'ensemble de la population, peuvent donner l'illusion d'une certaine prospérité, dont le caractère ne peut être que factice, dans une économie totalement dépendante. L'acharnement de l'impérialisme français à vouloir se maintenir à tout prix à la Réunion, plus que la sauvegarde d'intérêts économiques, a surtout pour raison la défense d'intérêts stratégiques.

L'ENJEU DE L'OCEAN INDIEN

Ainsi, la France reste actuellement la plus grande puissance maritime dans l'Océan Indien — qui est une zone vitale pour les approvisionnements en pétrole et en matières premières de l'Europe — bien que les deux superpuissances et principalement l'URSS qui a particulièrement renforcé sa flotte ces dernières années, la talonnent de près. L'impérialisme français entretient dans cette partie du monde une flotte de 20 bâtiments et deux bases militaires : la Réunion et Mayotte. En juin 1973, la Réunion est devenue le quartier général des forces militaires françaises dans l'Océan Indien. L'arrivée des troupes retirées de Madagascar, à la suite de la lutte du peuple de ce pays pour une indépendance véritable, a porté le nombre des effectifs stationnés à St-Denis-de-la-Réunion à 4 000 hommes. L'importance de la Réunion pour l'impérialisme français s'est accrue avec l'accession à l'indépendance des Comores, en 1975, et celle de Djibouti en 1977.

Il faut souligner le pas franchi aujourd'hui par la grève générale unitaire qui a réuni pour la première fois en 10 ans tous les syndicats dans un même mouvement, mais contrairement aux allégations du PCF et de ses émules du PC Réunionnais** pour qui la Réunion fait partie de la France et doit se contenter de «l'autonomie», la résolution de la crise économique qui sévit à la Réunion est impossible dans le cadre de l'impérialisme français. L'indépendance est une condition indispensable pour garantir les intérêts du peuple réunionnais.

QdP - HR
Frank ROUSSEL

* BUMIDOM : «Bureau de la main d'œuvre immigrée des départements d'Outre-mer»

** Le Comité permanent de l'OUA ne s'y est pas trompé puisqu'au début de l'année, il avait refusé de rencontrer le PC réunionnais et préféré recevoir l'Organisation Communiste Marxiste-Léniniste (OCMLR) qui, elle, se bat pour l'indépendance.

le quotidien du peuple

A LIVRES OUVERTS

René Depestre est un poète et romancier haïtien. Son dernier roman, *Le mât de cocagne*, évoque la lutte d'un homme contre la dictature. Henri Postel, ex-sénateur, s'est fermement opposé au tyran Zoocrate Zacharie. Celui-ci, après avoir éliminé dans le sang les partisans de Postel, le contraint à gérer un petit magasin. Isolé, avili, pitoyable, il se laisse aller. Mais à l'occasion du concours du mât de cocagne, il va se ressaisir et montrer à ses concitoyens comment le courage d'un individu apparemment vaincu peut redonner le goût de l'action collective.

Alliant l'humour et la tendresse, la poésie et l'action politique, ce livre est aussi un grand roman d'amour du peuple haïtien.

UN CONTE PHILOSOPHIQUE D'HAITI ET D'AILLEURS

Une interview de René Depestre

▶ **Dans la préface de votre roman, vous dites que *«toute ressemblance avec des êtres (...), des lieux (...) ou tout autre scandale de la vie réelle ne peut être l'effet que d'une coïncidence non seulement fortuite mais proprement scandaleuse...»* Or, on s'aperçoit que certains lieux et êtres évoquent Haïti.**

Ce n'est pas une clause de style d'avoir situé ce roman dans un pays imaginaire. Je pense que l'écrivain doit prendre une certaine distance vis-à-vis d'une réalité qu'il décrit, et je me suis senti plus à l'aise à partir du moment où j'ai changé certains noms. Il est possible que certains éléments, soit de mon état-civil, soit de mon pays réel, apparaissent. Mais à partir du moment où l'on entre dans l'imaginaire, ça peut être ce pays, ça peut être un autre, et dans une certaine mesure une vérité locale peut avoir peut-être une valeur universelle, dans la mesure où on n'est pas trop lié à une réalité concrète. Si j'ai situé ça dans un pays imaginaire Zacharien, c'est que j'ai découvert qu'il n'y a pas qu'en Haïti qu'on trouve des situations pareilles, mais dans l'ensemble du Tiers Monde ; et pas seulement dans le Tiers Monde, mais dans le monde entier. Et comme par ailleurs j'ai voulu faire un conte philosophique en utilisant des symboles, j'étais plus à l'aise en étant dans un pays qui n'est pas tout à fait le mien. Ce n'était pas une ruse d'écrivain, parce que c'est cousu de fil blanc ! C'est pour échapper au journalisme, à la chronique ; c'est un fait que tous les Haïtiens ont vécu l'expérience de Duvallier ; mais si je racontais seulement l'histoire de ce régime, cela limiterait la portée de mon récit.

▶ **Postel, ce sénateur de l'opposition, a été déchu, en quelque sorte liquidé par le régime. Le terme employé est *«zombifié»*. Pouvez-vous expliquer le choix de ce terme ? Il est même dit dans le livre *«zombifié par lui-même»*.**

Pour moi le mot zombification, c'est l'équivalent du terme d'aliénation. C'est la même chose au sens philosophique. Mais je pense qu'il vaut mieux employer le mot zombification, car un écrivain doit chercher dans la culture de son pays, la culture locale, des faits ou des situations ayant une valeur universelle. Vous trouvez certains mythes déjà connus dans le monde, mais vous trouvez aussi leur équivalent dans la culture nationale. Donc chez nous il y a le mythe du zombie. Or, ce n'est pas un mythe artificiel, c'est le résultat même de l'esclavage ; le zombie finame de l'esclavage ; le zombie finalement c'est l'esclave, c'est-à-dire l'homme à qui on a enlevé non seulement sa liberté mais ses facultés de création, pour en faire simplement une force brute de travail ; c'est l'aliénation absolue, cela va plus loin que l'aliénation dans l'économie de marché dans la société capitaliste, c'est une aliénation qui va beaucoup plus loin que celle qui peut affecter un ouvrier. Et à Haïti, le mythe du zombie, de l'esclavage, c'est un mythe de l'époque coloniale, cela fait partie de l'imaginaire colonial. C'est un mythe de l'homme que l'on a réduit à sa plus simple expression.

Il y a beaucoup de récits autour du mythe du zombie dans la vie haïtienne. On a cru pendant longtemps que certains sorciers possédaient des drogues qui étaient capables de plonger celui qui les absorbait dans un état cataleptique voisin de la mort. Sa famille l'enterrait. Puis quelque temps après le sorcier pouvait lui faire absorber une autre drogue ; mais il était zombifié, il n'avait plus de mémoire, il perdait ses facultés et on pouvait l'utiliser comme esclave. C'est un mythe. Mais à l'époque de mon enfance j'ai toujours essayé de voir un zombie ! Je n'en ai jamais vu ! Finalement c'est l'obsession de l'esclave, c'est la mémoire historique que peuple haïtien qui part de l'esclavage. Et comme il n'y a pas tellement de différence non plus entre l'état où se trouvait l'esclave en tant que travailleur dans l'exploitation et l'état actuel du travailleur, le mythe se trouve encore alimenté par la réalité moderne.

Le mât de cocagne peint par Goya

▶ **Ce qui est frappant dans le roman, c'est la vivacité des pratiques de sorcellerie. Quel est le rôle de la sorcellerie ? Est-ce une pratique courante, d'où vient-elle ? Est-elle très ancrée dans la population ?**

Ces pratiques sont liées au Vaudou, mais il faut s'entendre sur ce point. D'un côté il y a la sorcellerie qui n'est qu'un aspect du Vaudou, car le Vaudou en soi ne peut pas être réduit à des pratiques de sorcellerie. Le Vaudou implique une vision du monde, c'est une façon de concevoir la vie, c'est une philosophie. Donc, c'est une religion comme une autre. C'est une religion qui aura été dans l'histoire de notre pays une réponse des esclaves à l'agression culturelle de l'esclavagisme. Or, lorsque les esclaves étaient déportés d'Afrique en Amérique, les dieux tutélaires de leur passé les accompagnaient sur les bateaux des négriers. Et dans des circonstances historiques différentes, dans des conditions de vie totalement différentes de celles qu'ils avaient en Afrique, ils ont dû trouver des réponses différentes parce que le culte ne correspondait plus à leur vie...

Le Vaudou, c'est une réponse d'hommes opprimés face à des situations difficiles, pour survivre, pour restructurer sa personnalité, pour ne pas disparaître en tant qu'entité sociale et trouver une cohésion à leur être individuel ou collectif. Il y a le côté religieux comparable à n'importe quelle autre religion, et puis autour du Vaudou s'est créé un courant magique, de magie noire, de sorcellerie ; c'est pourquoi à l'intérieur même du Vaudou, on trouve certains rites différents. Il y a des rites bénéfiques ou maléfiques, des dieux bons ou mauvais. On trouve toujours ce côté manichéiste. C'est pour ça que dans mon roman on trouve à un moment donné, groupées autour du personnage central Postel, qui défend son droit à la vie, des forces bénéfiques, comme Papa-Loko, qui est un être qui protège les arbres. (C'était bien lui qui devait protéger Postel dans son entreprise, de monter sur le mât de cocagne, qui est en quelque sorte un cadavre d'arbre). C'est un dieu lié à la flore du pays. Tandis que Baron-Samedi, est le dieu des cimetières, qui aide les détracteurs de Postel. Un des participants fait même avec l'aide de Baron-Samedi, des véritables rites funéraires à Postel ; on assiste à l'enterrement symbolique de Postel. Ce n'est donc pas artificiellement que j'ai utilisé des éléments, parce que le risque que je prenais en introduisant le Vaudou dans le roman, c'était de tomber dans un folklorisme bon marché, dans un roman populiste, et j'ai horreur de ça. Un roman doit rester roman, aussi j'ai essayé d'introduire le Vaudou dans la trame du récit comme un élément dynamique, non comme un morceau de bravoure folklorique : les dieux participent comme les hommes, ils prennent parti.

▶ **Et maintenant quel rôle joue le Vaudou ?**

Dans l'histoire d'Haïti, à une autre époque, le Vaudou a joué un rôle positif ; c'est le Vaudou qui a permis, à la fin du 18e siècle, la cohésion politique et culturelle du peuple Haïtien. Dans certains mouvements de libération, le facteur religieux peut jouer un rôle. Engels a parlé de l'aspect religieux des guerres paysannes dans l'Allemagne du Moyen-Age. Tout en étant un élément rétrograde à l'heure actuelle, il ne faut pas oublier que dans un contexte déterminé les dieux bénéfiques du Vaudou jouent un rôle positif dans la prise de conscience du peuple haïtien. A ce moment là, ce serait très sectaire si, comme c'est mon cas, on a une vision rationaliste du monde, d'exclure de la vie d'un peuple des éléments historiques qui font partie de sa conscience sociale, sous prétexte qu'on est matérialiste et très éloigné de ces croyances d'un autre âge. Il faut comprendre son pays, le voir tel qu'il est, et c'est seulement par la propre expérience des gens, quand il y aura de l'électricité dans les campagnes, des hôpitaux, des écoles, que le Vaudou n'aura plus de raison d'être dans leur vie. Ce serait mettre la charrue avant les bœufs, que de vouloir éliminer le Vaudou par l'éducation.

Le Vaudou existe parce qu'on n'a pas encore trouvé de réponse aux problèmes concrets qui se posent aux paysans, aux ouvriers, aux étudiants et à d'autres couches de la population haïtienne.

▶ **Dans votre roman un autre personnage évoque une partie de sa vie où, sans travail, pour survivre il vendait son sang tous les jours, il semble qu'à ce sujet un grand scandale ait éclaté en Haïti ?**

Oui, cela avait fait un grand scandale. Il y a plusieurs banques de sang dans les Caraïbes, pas seulement en Haïti mais au Nicaragua, au Guatemala. Il y a des trafiquants qui viennent de certains Etats américains qui ont besoin de sang pour les transfusions et ils vont le demander aux gens pauvres. C'est un trafic abominable parce que les gens sont très sous-alimentés et que cela leur enlève encore de leur force. Et puis c'est ce qu'il y a de plus avilissant que de se vendre ainsi, de se liquider. Il y a eu cette pratique dans les années 60, c'était assez courant, il y avait une banque installée dans chaque ville et chaque jour il y avait une file de gens qui attendaient pour vendre leur sang. On disait à l'époque que celui qui avait eu le tétanos vendait son sang plus cher. Cela a tellement fait scandale que cette pratique a été stoppée. En ce qui concerne la banque américaine du sang, ironiquement, cela dément les mythes raciaux parce que des gens qui sont habituellement racistes n'hésitent pas à acheter du sang de noir, d'indiens, de gens du Tiers Monde qu'ils méprisent profondément ! C'est une contradiction de plus dans le système...

▶ **Le geste de Postel, c'est-à-dire sa lutte individuelle contre les dictateurs, a marqué une sorte d'espoir, de lumière, mais après son échec, le peuple semble retomber dans une certaine torpeur. On ressent comme une note désabusée à la fin du roman.**

Cela reflète peut-être ma propre conception ; je ne suis pas particulièrement pessimiste, mais je pense que nous sommes dans une situation, si on se réfère à Haïti, extrêmement compliquée. C'est une lutte très dure, une montée peut-être plus redoutable que celle d'un mât de cocagne. Mais ce n'est pas à un roman d'ouvrir des perspectives un roman d'ouvrir des perspectives historiques, ce n'est pas son rôle. Sinon, j'aurais fait un essai, et il y aurait peut-être une autre conclusion. Mais dans un roman, il faut laisser les lecteurs rêver sur la fin. Le fait qu'Elisa soit le seul personnage qui ait survécu, le fait qu'elle respire la santé, la beauté, la joie de vivre, c'est un élément optimiste, et à la limite Elisa pourrait être le pays lui-même et devenir un symbole de rédemption du pays. C'est l'élément créateur, reproducteur, elle s'est enfuie dans la montagne qui symbolise la fraîcheur. Ce n'est pas un hasard si Elisa apparaît vivante et que personne ne découvre sa retraite.

Maintenant, si vous me demandez si mon roman est un roman politique, voici ma réponse. Moi, je n'ai pas écrit un roman politique, mais si on tient à ce mot... la politique apparaît, mais c'est dans sa dimension la plus haute, quand ce terme parvient à désigner l'éthique de la cité, le choix social décisif que doit faire toute cité des hommes face au travail, à la culture, à l'imagianaire. A ce niveau, je pense que politique et littérature ne s'excluent pas, que même loin de s'exclure, elles ont quelque chance de s'éclairer l'une par l'autre dans une sorte d'osmose qui s'opère entre la vie et toute transposition artistique. Je pense que l'écrivain, tout en intégrant les facteurs politiques à son travail, doit penser qu'il y a une différence entre le travail politique et le travail littéraire. La politique doit être un des éléments, et non l'élément déterminant. Je suis arrivé à cela après beaucoup d'années. Il faut situer la politique comme on doit la situer, sans la nier, (étant donné que j'ai eu la chance d'avoir une formation politique), mais quand on écrit je pense que la politique ne doit pas être surajoutée. Cela doit faire partie intégrante de l'action, il ne faut pas chercher à prouver un point de vue politique, car c'est l'action des hommes, leur réflexion qui tirera des leçons politiques de ce qu'on écrit. Moi, je ne suis pas un donneur de leçons.

▶ **Vous êtes exilé depuis 1946. Quels problèmes cela pose-t-il pour votre création littéraire ?**

Cela m'a posé des problèmes redoutables parce que je redoutais de perdre mon identité en ayant été confronté à des réalités complètement différentes. Je suis allé à Paris, en Italie, ensuite au Brésil, au Chili, en Tchécoslovaquie, en Chine. J'ai eu la chance de voir beaucoup de pays. Ce qui m'a sauvé, c'est que j'ai conservé en moi le noyau de Jacmel, ma ville natale.

Propos recueillis par Frédérique ARNAUD

LE MAT DE COCAGNE
René Depestre
Editions Gallimard, 178 pages.

Dans notre courrier

Apocalypse Now de Francis Coppola

L'INSTINCT DE MORT COMME JUSTIFICATION DES MASSACRES IMPERIALISTES

Apocalypse now, palme d'or au festival de Cannes fait actuellement recette dans de très nombreuses salles de cinéma. Un battage publicitaire d'une rare ampleur a été organisé avant même la sortie de ce film, insistant sur les péripéties les plus sordides du tournage, qui d'après Coppola n'aurait été rien moins qu'*«un cauchemar vivant»* : problèmes personnels de la femme du metteur en scène (qui du reste en a profiter pour écrire un livre), dépressions nerveuses de certains acteurs, voir même l'utilisation de cadavres sortis de la morgue pour servir de figurants... La presse de droite comme de gauche ne semble pas avoir hésité, elle a dans la plupart des cas qualifié ce film de *«monument»*, de *«vaste fresque dantesque»*, ou de *«premier chef-d'œuvre hallucinogène du cinéma»*. Un tel battage suivi d'une telle unanimité dans l'éloge mérite qu'on s'interroge sur ce film et sa signification.

Tout d'abord, Apocalypse now, comme tous les films américains récents traitent de la guerre du Vietnam du côté des GI's. Mais à la différence des films des années 60 qui glorifient sans honte le modèle US, en développant un anti-communiste grossier, ceux d'aujourd'hui sur le même sujet mettent en lumière à des degrés divers la prise de conscience d'une partie des Américain, en premier lieu de ceux qui ont participer directement à cette guerre, de la faillite des valeurs américaines et *«occidentales»*, face à la réalité des massacres impérialistes. Ainsi, c'en est fini des films au héros *«positifs»* où John Wayne, béret vert sur la tête, allait secourir la veuve et l'orphelin dans un Vietnam de pacotille. Un tel discours aujourd'hui, fut-il cinématographique, n'a plus guère de chance d'être entendu. Maintenant, on ne craint plus de montrer froidement la corruption et la décadence de l'armée américaine, on n'hésite plus à montrer les massacres sur grand écran avec son stéréo. De là à conclure qu'Apocalypse Now, qui a sa manière, constate l'horreur de la guerre impérialiste est un film progressiste, voire même anti-impérialiste, il n'y qu'un pas que certains franchissent allègrement.

Ce faisant, ils ne semblent pas saisir, pour le moins, comment la bourgeoisie tente de remodeler son idéologie en essayant de tirer partie de sa propre faillite.

DECADENTS, MAIS «DEMOCRATES»

Il y a quelques mois, un autre film américain du même type, intitulé *Voyage au bout de l'enfer*, et qui lui aussi a eu droit à une campagne publicitaire importante, avait d'ailleurs préparé le terrain. Ce film voulait en effet montrer que face au peuple vietnamien, assimilé à des tortionnaires passant leur temps à jouer à la roulette russe avec des prisonniers américains, rien ne vaut la démocratie bourgeoise, fut-elle décadente. Ainsi, les dernières images de ce film offraient-elles un tableau d'Américains désanchantés buvant pas mal de bières après avoir enterré l'un des leurs, mort au Vietnam, mais chantant quand même l'hymne national US. Ce n'est évidemment pas un hasars si le thème du «goulag» et des «droits de l'Homme» ont commencé à être systématiquement développés après l'échec de l'impérialisme US en Indochine ; le cinéma a su lui aussi prendre le tournant.

«LA GUERRE EST SEDUISANTE»

Mais si *Apocalypse Now* ne peut réellement être compris qu'en référence à ce contexte, il n'en a pas moins une certaine spécificité :

• Ce film pousse en effet plus loin le goût morbide pour le meurtre et le sang porté à l'écran. Coppola avait déjà montré dans son précédent film intitulé *Le parrain*, sa fascination pour ce genre de choses, en nous décrivant avec une certaine sympathie l'histoire semée d'assassinats en tout genre d'une famille de bandits de la maffia. Dans *Apocalypse Now* c'est avec une complaisance certaine qu'on nous montre des bombardements au napalm, les corps ensanglantés ou des têtes coupées par dizaines... d'ailleurs l'auteur ne s'en est pas caché en déclarant dans une conférence de presse : *La guerre est séduisante... il doit bien y avoir une beauté et une séduction dans la guerre, sinon les gens ne voudraient pas toujours la faire»*. Dans cette guerre, le haschich et le LSD, qui ont remplacé le gnôle des poilus de 14-18, aident les GI's à accomplir les tueries. Quand une compagnie d'hélicoptères va massacrer toute la population d'un village au son d'une musique e Wagner, *«C'est le pied»*, disent les boys américains, et c'est le plaisir de tueurs impérialistes que grâce à la technique cinématographique et à la beauté du paysage (et à 32 millions de dollars), on voudrait rendre fascinante pour les spectateurs.

LA BRUTE ET LA CIVILISATION

• Coppola d'après ses propres déclarations a voulu ainsi dépasser les circonstances précises de la guerre au Vietnam pour traiter un sujet qui n'est pas nouveau, le conflit de l'homme avec lui-même : dans l'individu le plus civilisé sommeillerait la brute primitive ; il suffit que les conditions s'y prêtent (comme la guerre) pour que celle-ci se réveille. L'agression impérialiste US contre les peuples d'Indochine est ainsi réduite à une dimension purement psychologique, transformée en lutte entre l'Homme civilisé et le Barbare, entre le bien et le mal existant dans chaque individu. Marlon Bando incarne ainsi, dans *Apocalypse Now* ce général fou qui coupe les têtes en pagaille et qui se prétend libre au-delà du bien et du mal.

D'OU VIENT LE MAL ?

Au demeurant, le film indique clairement de quel côté se trouve le mal : si le général fou a basculé dans la frénésie de la tuerie, c'est parce qu'il a lui-même découvert lors d'une expédition humanitaire les atrocités commises par l'autre camp et qu'il a décidé d'en faire autant, mettant une bonne fois pour toutes ses principes de côté. Ce général fou a découvert que l'efficacité de la lutte du peuple vietnamien serait due en quelque sorte à son immoralité foncière, et cette immoralité l'a littéralement fasciné.

Cette vision très chrétienne d'une nature humaine au-dessus des classes et *«des idéologies»*, partagée entre le diable et le bon dieu, l'ange et la bête, a toujours servi l'impérialisme pour justifier ses crimes les plus odieux. Aujourd'hui, cette vision a subi une retouche sur le mode de la psychanalyse : sous prétexte de reconnaître la fragilité de la frontière entre l'homme sensé et le dément, on en vient à une véritable fascination de l'irrationnel et du meurtre.

L.L. Lille

■

POUR MAINTENIR
LE QdP,
DES MAINTENANT
ABONNEZ-VOUS !
SOUSCRIVEZ
UN ABONNEMENT

4 MOIS : 100 F
(abonnement renouvelable)

EN CADEAU

Un numéro de *Front Rouge*

ET AU CHOIX (cocher la case choisie)

☐ • **Une cassette sur la Chine** : textes extraits du dernier voyage de la délégation du CC du PCR ml, musique.

☐ • **Un jeu de 10 dispositives inédites sur la Chine** réalisées par la délégation du CC du PCR ml

☐ • **Une cassette sur les luttes des sidérurgistes de Longwy** : extraits de reportages des journalistes du *Quotidien du Peuple*, chansons.

Nom (en capitales) .....

Prénom .....

Ville .....

Date :

A retourner à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris Cedex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU470 compte n°668J

Chaque cassette et le jeu de diapositives peuvent être commandés directement au Quotidien du Peuple *pour la somme de 30 F.*

le quotidien du peuple

- Directeur politique ..... Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières ..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints ..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lermet
- Section politique ..... Nicolas Duvallois
- Section internationale ..... Jean-Paul Gay
- Section informations générales .... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction ..... Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCP N°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Alsthom Belfort

«IL FAUT FAIRE DES ACTIONS QUI PAYENT»

Discussion avec des grévistes

Mercredi 17 octobre 21 heures. Une dizaine de travailleurs de l'Alsthom représentant trois piquets se réunissent à l'initiative du *Quotidien du Peuple*. «*Donner la parole aux travailleurs, permettre qu'un débat puisse s'instaurer entre les différentes parties*» étaient les objectifs fixés à cette table-ronde.

La démocratie dans la grève, les actions qui payent, les rapports syndiqués-non-syndiqués, l'animation de la grève, la vie des piquets, telles furent quelques-unes des questions largement débattues au cours de cette soirée. La diversité des points de vue reflétait la réflexion qui commence à faire son chemin dans les piquets, montrait également les faiblesses de la coordination du débat, livré à lui-même alors que «le gouvernement» de la grève est souvent perçu de façon critique par la base...

A la fin de la discussion, tout le monde s'accordait à dire que tous les grévistes devraient être associés à cette réflexion. Quelques-uns ne taisaient pas leurs critiques et en venaient à se poser la question de savoir si tous les efforts étaient bien faits pour associer le maximum de travailleurs à la conduite de la grève et à l'organisation de l'action ? Des propositions étaient faites. Par exemple, celle d'associer un membre de chaque piquet aux réunions de l'Intersyndicale...

La discussion démarre sur les chapeaux de roue.

— *La gare* (l'occupation du lundi 15 — ndlr), *ça n'avait pas été organisé, c'était intéressant si on occupait au moins jusqu'à minuit, parce qu'à minuit, les cheminots prenaient le relais.*

— *Ça fait trois fois qu'on y va et pour quels résultats ?*

Ces questions traduisent la relative déception d'une forte partie des grévistes devant une action qui, si elle a été plus dure que les autres fois, a été limitée.

— *On voulait attendre l'arrivée des flics.*

D'ailleurs, l'intersyndicale, devant les réactions des plus combatifs, a admis le principe que chaque piquet soit représenté par un délégué élu à toutes les réunions de l'Intersyndicale. Les points de vue ne sont pas d'emblée unifiés :

— *On va avoir l'occasion de pouvoir s'exprimer puisqu'il y aura un délégué du piquet.*

— *Des délégations de piquets à l'Intersyndicale c'est de nouveau la parole par procuration. Le mieux, serait de réunir tous les piquets de grève tous les matins, de faire une A.G. qui déciderait !*

Vu la configuration de la boîte, le nombre important de grévistes participant à la lutte, cette proposition ne semble pas envisageable actuellement, le lieu du débat doit être dans les piquets.

UNE EXIGENCE CERTAINE DE DEMOCRATIE

— *Au début à notre porte, il y avait un monopole des syndicats, le pouvoir passait par les étiquettes... Un certain nombre de gens ont été déçus. Il faut que ça soit un peu tout le monde qui soit responsable de tout, pour ça on fait une réunion tous les matins pour parler des problèmes qui se posent par piquets, puis on s'est rapidement aperçu qu'à ces réunions, les gens faisaient des suggestions d'actions. Les travailleurs, quand on leur donne la parole souhaitent des actions.*

A d'autres portes, dès le début l'appartenance syndicale n'a pas été un obstacle.

La première manifestation des piquets en tant que tels s'est produite lors des premières négociations avec le patron.

— *Le dimanche soir, quand on appris ce qu'avait donné la direction, on s'est tous réunis... On a fait un tract et on est intervenu à toutes les autres portes pour qu'ils fassent la même chose et qu'ils envoient une lettre au CE. (Où siège l'intersyndicale NDLR) pour affirmer que les piquets étaient d'accord pour continuer l'occupation sous la forme sous laquelle elle se tenait.*

La démocratie c'est aussi :

— *Être gentiment agressif par rapport à tous les trucs anti-démocratiques qu'on remarque, les délégués qui jouent aux petits chefs... Il ne s'agit pas de critiquer pour critiquer, les délégués peuvent avoir les idées justes mais c'est la façon de les faire partager qui faisaient gueuler certaines gens.*

— *On est pas contre le délégué mais il faut qu'il puisse rendre des comptes.*

Peu à peu, dans la discussion se dégage la nécessité que les piquets puissent communiquer les uns avec les autres.

— *Quand il y a une suggestion d'un piquet, comme les T-Shirts, ça met longtemps à passer à l'Intersyndicale, c'est pour cela qu'il serait important d'envoyer des délégués aux réunions de l'Intersyndicale. Il ne s'agit pas de faire une structure parallèle à l'Intersyndicale mais de pouvoir contrôler ce qui s'y fait.*

Sur le mode de désignation du délégué de piquet, tout le monde est d'accord.

— *Il peut être syndiqué ou non syndiqué, mais il va à l'Intersyndicale pour présenter les suggestions du piquet, pas pour défendre son étiquette !*

COMMENT FAIRE PARTICIPER PLUS DE TRAVAILLEURS AUX PIQUETS

Les avis sont partagés. Certains pensent que l'animation fait défaut :

— *C'est important de faire des débats, mais on a passé des diapos, il y a eu du théâtre, de la musique.*

— *La grève, c'est aussi régler les problèmes, comme les garderies d'enfants, etc... Mais il y a des difficultés pour voir comment prendre cette animation en main».*

Faudrait-il former une équipe d'animation qui tourne sur les piquets ? développer la prise en charge de la radio ? que chaque piquet organise son animation en fonction de la volonté des travailleurs ? mais la lutte c'est aussi renforcer le rapport de force.

Le 11 octobre, deux trains bloqués devant l'usine Alsthom.

QUELLES ACTIONS PAYANTES ENTREPRENDRE ?

— *Depuis le départ, on a sous-estimé la direction, on avait pourtant proposé des formes d'actions pour piquer les telex à l'hôtel du «lion» où les dossiers pour leur enlever les moyens de travailler».*

Est-ce qu'il faut des actions pour informer la population ?

— *Depuis l'opération ville-morte, les premières actions, la population est informée. Ce qu'il faut, c'est faire des actions qui payent, montrer que les alsthomiens sont déterminés, aller à FR3...*

— *On avait pensé sortir le TGV (Train à Grande Vitesse) mais techniquement, c'est impossible.*

Une manifestation à Paris est dans l'air.

— *Plutôt qu'une manifestation, il faudrait comme pour le Larzac, une marche sur Paris.*

Les autres posent le problème de la durée de la lutte.

— *A 3 ou 400, il faudrait mettre un wagon corail sur la place Corbis (une place au centre de Belfort ndlr).*

La difficulté d'apprécier le rapport de force.

— *On ne voit pas ce qui pourrait gêner le plus le patron.*

Les freins mis par certains, en particulier FO, à ce type d'actions efficaces, rendent difficiles l'élaboration de perspectives précises.

Et l'extension de la lutte ?

Actuellement, la lutte d'Alsthom fait discuter de nombreux travailleurs, «*on est pas encore comme en 1968*». Et Peugeot ne semble prêt de bouger...

Dans les piquets, on a aussi conscience qu'il faut, tout en développant le mouvement actuel, penser à l'après-lutte.

— *Un gars me disait ce qu'il faudrait, c'est une Intersyndicale définitive qui prendrait les décisions sans tenir compte du patron, mais il se fait des illusions.*

—*Les liens qui se sont tissés pendant la grève, on s'est dit qu'il faudrait les conserver après.*

— *La reprise sera très dure pour la direction.*

— *Question de nous faire travailler, ça sera très dur. On a prévu de mener des actions psychologiques en direction de la maîtrise qui n'a pas fait grève !*

Comment conserver les acquis de la lutte, tout ce qui a pu se faire au niveau des piquets par exemple ?

Un syndiqué CFDT répond :

— *Il ne faut pas que les nombreux gars combatifs non-syndiqués se reposent sur les syndicats et les délégués mais il faut qu'ils agissent d'eux-mêmes.*

Mais comment les non-syndiqués vont-ils pouvoir agir, ne s'agit-il pas plutôt au sortir de la grève de renforcer le courant pour un syndicalisme de lutte, en se syndiquant massivement ?

Malgré la discussion qui s'est prolongée tard le soir, beaucoup de questions resteront ouvertes, mais la volonté commune de tous les participants était de continuer la réflexion engagée.

Suite de l'éditorial

En menaçant maintenant directement le territoire thaïlandais, en ne s'en cachant même plus dans leurs déclarations publiques, les dirigeants de Hanoï révèlent à fond leur logique expansionniste et les menaces qu'ils font peser sur tous les pays de l'Asie du Sud-Est. Après s'être arrogé le «droit» d'envahir le Cambodge, ils invoquent aujourd'hui un «droit de suite» pour agresser la Thaïlande où se massent les réfugiés. Une Indochine unifiée sous leur férule constituerait une base d'agression contre l'ensemble des pays asiatiques. En s'attaquant aux régimes en place, comme en Thaïlande, l'expansionnisme vietnamien ne vise, bien entendu, nullement à soutenir l'arrivée au pouvoir d'authentique mouvements de libération : la guérilla thaïlandaise, vient d'en faire l'expérience, qui, pour avoir refusé de se soumettre vient d'être privée de l'aide qu'elle recevait du Laos et du Vietnam.

Mais l'expansionnisme vietnamien en Asie du Sud-Est dépasse les projets propres de Hanoï, il s'inscrit dans les plans de domination du monde du social impérialisme soviétique. En fournissant aux dirigeant de Hanoï, les moyens de leurs agressions, l'URSS les soumet de plus en plus étroitement à elle. C'est ainsi qu'elle commence à disposer en Indochine de bases navales et aériennes ainsi semble-t-il, que de bases de missiles. Cette implantation militaire soviétique menace directement la Chine. Mais elle permet également à l'URSS d'envisager le contrôle de l'importante voie maritime qui passe par le détroit de Malacca. En réussissant à dominer ainsi l'Indochine et l'Asie du Sud-Est, l'URSS ajouterait un maillon décisif à son dispositif militaire qui, du Nord du Japon à l'Océan Indien et l'Afrique prépare l'encerclement du «second monde».

Aussi, par la lutte qu'il mène contre l'expansionnisme vietnamien et l'hégémonisme soviétique pour l'indépendance nationale, le peuple cambodgien contribue également à la lutte contre les préparatifs de guerre de l'URSS, à la paix et à l'indépendance de tous les peuples. C'est aussi pour cela que nous devons dénoncer avec la plus grande fermeté la politique vietnamienne et développer une étroite solidarité avec le peuple cambodgien et sa résistance.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

• L'extradition de Piperno

C'est avec une rapidité record, 17 heures après la décision de la cour d'Appel de Paris, que Piperno a été conduit en Italie dans un avion militaire français. Il a été immédiatement emprisonné. Ainsi, aucun délai n'a été laissé à la défense pour déposer un recours auprès de la cour de Cassation.

A Paris, une manifestation initialement envisagée pour ce vendredi pourrait se tenir mardi, veille du procès de Lanfranco Pace.

• Chirac tire à blanc

Jeudi matin, le groupe RPR a mêlé les voix de ses députés à celles de l'opposition au moment du vote sur le barême de l'impôt 1980. Cette attitude nouvelle des chiraquiens suscite l'indignation sans doute feinte des ministres du gouvernement.

Le plus probable, en effet, c'est que bientôt, quand il aura obtenu satisfaction sur des modifications de détail, le RPR rejoindra l'UDF au moment du vote du budget.

Par le geste de mauvaise humeur de jeudi, le RPR voulait simplement montrer un peu les dents. Présidentielles oblige.

BREJNEV MOURANT ?

La rumeur selon laquelle Brejnev serait mort était démentie officiellement vendredi au milieu de la matinée par des personnalités du gouvernement soviétique.

Elles n'ont pas précisé qu'il n'était pas mourant...

COORDINATION DES GROUPES FEMMES ENTREPRISES (PARIS)

• Point sur la sortie de la brochure sur l'emploi et les perspectives de luttes
• Point sur la campagne Avortement dans les entreprises.
Samedi 20 à 20 H 30
2 rue des Colonnes
(2e étage)
M° Bourse